

LA CLAUSE DE LIVRAISON
DES
ARCHIVES PUBLIQUES
DANS LES
TRAITÉS D'ANNEXION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Mardi 8 Juin 1915, à 1 h. 1/2

PAR

LOUIS JACOB

Président : M. PILLET, *professeur*

Suffragants : { MM. RENAULT, *professeur*
WEISS, *professeur*

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1915

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA CLAUSE DE LIVRAISON
DES
ARCHIVES PUBLIQUES
DANS LES
TRAITÉS D'ANNEXION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Mardi 8 Juin 1915, à 1 h. 1/2

PAR

LOUIS JACOB

Président : M. PILLET, professeur

Suffragants : { MM. RENAULT, professeur
WEISS, professeur

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1915





Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

L'annexion n'est pas seulement la remise forcée ou volontaire d'une partie de territoire effectuée par l'Etat démembré au profit de l'Etat annexant. Le rattachement du territoire cédé à une autre souveraineté donne lieu à de nombreuses questions incidentes qu'il y a intérêt à examiner et à solutionner d'après des principes établis, toujours applicables, qu'elle que soit la nature de l'annexion : qu'elle résulte de la violence, ou du libre consentement du souverain cédant, avec ou sans l'assentiment des habitants intéressés. La nationalité des habitants, la cession des chemins de fer, des canaux, le partage de la dette, la liquidation des droits de l'Etat, la livraison des archives publiques sont des problèmes qui se posent consécutivement à toute annexion, et leur règlement le plus souvent laborieux fait l'objet de conventions postérieures et additionnelles au traité de paix. Plusieurs études ont été

consacrées aux premières de ces questions qui touchent à des intérêts généraux, politiques et financiers de premier ordre ; celle du sort des archives publiques est moins importante et n'a jamais été approfondie. M. Gaston May en a donné un aperçu dans un article publié en 1911 dans la *Revue Générale du Droit international public* (1) : il a semblé que ce sujet pouvait faire l'objet d'un examen spécial. L'obligation pour l'Etat démembré de remettre les archives du pays cédé à l'Etat annexant est ancienne : les traités du Moyen Age contiennent déjà des stipulations concernant le sort des papiers publics : peu à peu par suite du développement du droit international et de l'accroissement des dépôts d'archives, des principes se dégagent, qui, appliqués dans les traités modernes ont abouti à l'établissement des règles spéciales qui actuellement régissent cette matière.

Enoncer ces principes, déterminer ces règles, examiner comment leur développement s'est effectué au cours des derniers siècles, montrer les progrès ou les reculs que les événements historiques ont imposés aux idées de justice et d'équité dans ce domaine spécial, tel est l'objet de ce travail.

(1) *La Saisie des Archives du département de la Meurthe pendant la guerre de 1870-1871* (Tirage à part.) 8° Paris, 1911, p. 4-16.

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITION DES ARCHIVES PUBLIQUES

On désigne sous le nom d' « Archives publiques » les dépôts de titres et de pièces de toute nature pouvant intéresser les droits de l'Etat, des départements, des communes ou des établissements publics.

Les Archives d'Etat, proprement dites, sont généralement conservées dans la capitale de l'Etat, dans un ou plusieurs dépôts le plus souvent ouverts au public ; En France, le principal dépôt des archives d'Etat est à Paris aux archives Nationales, où les diverses administrations centrales sont tenues de verser les documents d'intérêt public et jugés utiles et qui ne sont plus nécessaires pour le service courant. Certains ministères, les Affaires Etrangères, la Guerre, la Marine, les Colonies, ou même des administrations comme celle des Cultes jusqu'à ces dernières années, l'Assistance publique gardent leurs archives dans leurs locaux, où elles constituent des fonds spéciaux à chacun de ces

départements. Il en est de même pour la Chambre des Députés et le Sénat, et pour les grands corps tels que le Conseil d'Etat, la Cour des Comptes.

Ce serait une erreur de croire que les Archives de l'Etat, en France, sont seulement celles qui sont conservées aux Archives Nationales ou dans les dépôts des administrations, des grands corps de l'Etat ou des Ministères.

On sait que la suppression des corps politiques, administratifs, civils ou religieux dont l'ensemble formait ce qu'on est convenu d'appeler « l'ancien régime », et qui possédaient tous des archives particulières avait mis entre les mains de l'Etat une immense quantité de chartes, de papiers, de registres, de documents de toute nature.

Ces documents n'appartenaient pas à telle ou telle fraction du territoire : les uns provenaient des Parlements, des cours des Comptes ou des Aides, des Intendances, des élections, c'est-à-dire des corps judiciaires administratifs ou financiers qui devaient leur existence à une délégation du pouvoir central. Les autres provenaient des établissements religieux dont la sécularisation venait d'incorporer les biens au domaine national : c'était donc l'Etat qui en était propriétaire et qui avait le droit d'en disposer.

Il aurait pu les centraliser dans un même dépôt ou encore les grouper par régions pour créer des archives provinciales, où les historiens seraient venus étudier

dans leur variété traditionnelle les éléments qui ont formé l'unité française. L'Assemblée Constituante aimait mieux rester fidèle au principe d'uniformité qui avait inspiré ses principaux décrets : elle appliqua aux archives le système des divisions territoriales qu'elle venait d'imposer à tous les services publics, et les lois des 20 avril et 5 novembre 1790, complétées par celle du 5 Brumaire an V, prescrivirent la réunion aux chefs-lieux des nouvelles circonscriptions de tous les titres des anciens établissements compris dans leur étendue. Telle fut l'origine des Archives départementales. En les organisant, l'Assemblée Constituante et celles qui l'ont suivie ont voulu laisser les monuments de l'histoire locale à la portée de ceux qui paraissaient avoir le plus d'intérêt à les consulter.

Mais il faut se garder d'en conclure que l'Etat ait jamais abandonné son droit de propriété. Une foule de documents législatifs témoigneraient contre une semblable interprétation. Les lois des 29 septembre 1791, 5 Messidor an II, 5 Brumaire an V et 10 mai 1838, les ordonnances, instructions ou circulaires des 22 septembre 1812, 22 avril 1817, 11 décembre 1820, 9 novembre 1835, 8 août 1839, 24 avril 1841 et 20 janvier 1854 sont unanimes à reconnaître que les Archives des Préfectures forment une portion du patrimoine national, confié à la garde des départements. « Qu'on conserve ou qu'on établisse des dépôts de titres partout où la commodité des citoyens et

« l'activité du service l'exigeront, disait Baudin (des
« Ardennes), membre de la Commission des Archives,
« au nom de la Convention, ces diverses *collections*
« éparses ne seront que des *sections du dépôt central* ;
« la surveillance de votre Commission doit les em-
« brasser toutes, comme votre autorité doit les gou-
« verner. »

C'est en vertu du droit incontesté de l'Etat que les documents antérieurs à 1790, réunis dans les Archives départementales, sont placés sous la direction immédiate d'un fonctionnaire (Directeur des Archives Nationales) désigné par le pouvoir central, que l'administration centrale statue sur la revendication, la réintégration et les échanges, qu'il règle la vente des papiers inutiles, qu'il fixe la forme et le tarif des expéditions, qu'il prescrit un cadre uniforme de classement et d'inventaire, qu'il régit en un mot le service avec une pleine autorité, sans rien diminuer de la jouissance accordée aux départements. L'Etat se trouve donc vis-à-vis des départements, en ce qui concerne les documents antérieurs à 1790, dans une situation qui a quelque analogie avec celle du propriétaire vis-à-vis de l'usager.

Il en est autrement des archives départementales postérieures à 1790 : elles font partie du domaine public du département. Tandis que le dépôt des documents antérieurs à la Révolution forme, à proprement parler, une *collection*, comme l'écrivait Baudin (des

Ardennes) dans son rapport cité plus haut, les archives modernes constituées depuis la création du département forment un véritable *fonds*. Il y a intérêt, même dans le sujet qui nous occupe, à distinguer le fonds d'archives de la collection d'archives : tandis que dans le fonds, le rapport des documents avec la personne morale dont proviennent ces documents (en l'espèce le département) n'a pas été rompu, dans la collection ces rapports n'existent plus. Sans doute, les collections constituées par les documents anciens, conservés dans les archives des préfectures, n'ont pas le caractère arbitraire que présentent les collections ordinaires rassemblées par un amateur, puisque les éléments en sont, pour ainsi dire « territoriaux », formés par les papiers existants dans les limites du département ; mais ils n'en sont pas moins une collection, c'est-à-dire un assemblage de documents provenant d'institutions (intendances, subdélégations...) d'établissements, de fondations (asiles, couvents, chapitres...) ou même de principautés (Montbéliard...) qui n'existent plus actuellement comme personnes morales. L'usage veut que l'on emploie le mot de « fonds » pour désigner l'ensemble des titres d'une institution ou d'un établissement déterminé (fonds de l'Intendance de X, du chapitre de X, de l'ordre de X) ; on peut admettre que le dépôt des archives départementales antérieures à 1790 soit une collection de « fonds », ce n'est pas un fonds à proprement parler.

Le vrai fonds départemental est celui des Archives modernes, constitué postérieurement à la création du département. La composition du fonds est continue, officielle, méthodique, tandis que celle de la collection est intermittente, libre et arbitraire ; on peut constamment ajouter à une collection par suite de découvertes, d'acquisitions, de dons de documents anciens ; on ne peut pas augmenter de la même façon un fonds moderne : sa constitution n'a pas la même élasticité. Il était utile d'établir cette distinction à laquelle il y a souvent lieu de recourir en matière de livraison des archives publiques par suite d'annexion.

Il n'existe aucune difficulté au sujet de la propriété des archives communales. Ces dépôts font partie entièrement du domaine public de la commune quelles que puissent être la richesse, l'ancienneté ou la rareté des documents qui en font partie.

Il en est de même des archives des établissements hospitaliers : ces archives font partie du domaine public de ces établissements.

Au domaine public de l'Etat appartiennent également les archives des Cours et des Tribunaux. A l'époque de la division administrative de la France en départements, le principe de la séparation des pouvoirs, qui dominait toutes les réformes, fit édicter que les papiers relatifs aux affaires civiles, militaires et religieuses seraient portés aux préfectures, et que naturellement les papiers judiciaires seraient remis aux

greffes des cours et des tribunaux. C'est là l'origine des archives judiciaires. Au même titre font partie du domaine public de l'Etat les archives de l'enregistrement et des domaines.

Telles sont, en France, les principales catégories « d'archives publiques » : il était indispensable de les énumérer et d'étudier sommairement leur formation, avant d'examiner les principes qui régissent le sort de ces archives en cas d'annexion ou de démembrement du territoire, ou d'une partie du territoire où elles sont conservées. Il est admis que l'Etat démembré doit remettre à l'Etat annexant les archives du territoire cédé ; mais, doit-il remettre toutes les archives qui concernent ce territoire, même ses documents historiques les plus anciens, ou bien seulement ceux qui se réfèrent à son administration actuelle ? doit-il remettre les pièces intéressant ce territoire qui sont conservées dans les divers dépôts nationaux, ou bien seulement les documents conservés dans les dépôts du territoire cédé ? Autant de questions auxquelles ce bref aperçu historique de la formation des archives publiques, qui nous a permis de définir leur situation dans le domaine public, nous aidera à répondre.

La situation spéciale des archives publiques empêche de les confondre avec les collections de manuscrits, d'ouvrages anciens, de livres rares, tous objets faisant également partie du domaine public de l'Etat, du département ou de la commune lorsqu'ils appar-

tiennent à une bibliothèque publique, mais dont le sort en cas d'annexion n'est pas déterminé comme celui des archives publiques.

En effet, le caractère distinctif des pièces d'archives, c'est d'intéresser les droits de l'Etat ou de se rapporter à la gestion des intérêts publics ; à ce titre, on les considère comme indispensables pour l'administration du territoire annexé : les livres et les manuscrits sont, au contraire, de simples objets de collections, au même titre que des tableaux, des statues ou des gravures. Tandis que ces objets d'art n'ont pas de destination par eux-mêmes, qu'un titre de possession ordinaire peut les faire passer d'un bien à un autre, sous la sauvegarde des droits de l'établissement public auquel ils appartiennent, les archives ont une destination naturelle, qui est déterminée par le territoire auquel elles se réfèrent et sur lequel elles doivent autant que possible être gardées. Les Archives ont une fin utile en ce qu'elles concourent à l'administration de leurs territoires, caractère que n'ont pas les œuvres d'art. Cette distinction a presque toujours été faite, et rarement le sort des œuvres d'art a été confondu avec celui des Archives publiques. En même temps qu'elle faisait apporter à Paris les chefs-d'œuvre des collections étrangères, la Révolution Française ne laissait pas d'appliquer en matière de remise des archives publiques les principes les plus justes. Lorsqu'elle annexa Mulhouse, elle laissa à cette ville ses

archives tout entières et prescrivit l'obligation pour la cité de veiller à leur entretien et à leur conservation. Lors de l'annexion de la principauté de Montbéliard, effectuée en 1792, et reconnue à la paix de Lunéville (1801), le gouvernement français décida de faire un partage équitable des archives publiques de ce territoire : on remit respectivement aux départements du Doubs, de la Haute-Saône et du Bas-Rhin les pièces qui les concernaient ; les documents concernant la politique de la Principauté furent versés aux Archives Nationales à Paris, comme il convenait, mais on laissait à la commune de Montbéliard « les titres et documents relatifs aux intérêts de la ville et de ses habitants (1) ».

(1) C'est en 1840 seulement que fut effectuée la dislocation des Archives de la Principauté de Montbéliard ; mais leur répartition dans les différents dépôts était déjà prévue en l'an XI. Cf. *Inventaire des Archives de Montbéliard*, par J. Mouveaux, 1 vol. in-4°, Montbéliard, 1910.

CHAPITRE II

FONDEMENT DE L'OBLIGATION DE REMETTRE LES ARCHIVES PUBLIQUES DU TERRITOIRE ANNEXÉ

L'annexion a pour effet de rattacher un territoire cédé par l'Etat démembré à un autre Etat qui acquiert ce territoire en vertu d'un traité conclu, soit pour mettre fin à des hostilités, soit pour régler un échange, soit pour réaliser une cession volontaire faite par un souverain à un autre souverain. Par suite du traité, la souveraineté de l'Etat annexant se substitue à celle de l'Etat démembré, et les habitants du territoire cédé deviennent de droit, à moins d'une option formelle, sujets du pays auquel leur territoire est rattaché. Telle est la définition exacte que l'on peut donner de l'annexion dans les temps modernes ; le démembrement en est la contre-partie.

Les progrès du droit international ont contribué au développement et à la fixation des règles admises en matière d'annexion. Résultant de causes fort diverses,

comme l'a remarquablement exposé M. Seloosse (1), l'annexion a eu des formes très différentes suivant les époques et des conséquences variées, dont la répercussion s'est étendue même à la matière de la remise des archives publiques. L'histoire des traités montre la diversité des conceptions de l'étendue des droits des souverains, et les droits des nations a influencé les décisions prises par les plénipotentiaires lorsqu'il s'est agi de régler le sort des archives d'un pays annexé. De même, le développement et l'organisation des dépôts d'archives publiques, l'accroissement de leurs richesses et le sentiment de leur utilité et de leur importance, soit au point de vue historique, soit au point de vue administratif, ont aidé grandement à considérer la remise des archives comme un fait digne d'examen et de discussion, et comme une question à solutionner d'après certaines règles d'équité, d'utilité et de convenances.

Actuellement, la remise des archives publiques du pays cédé à l'Etat annexant est considérée comme obligatoire : de quel principe cette obligation découle-t-elle ?

La conséquence de l'annexion d'un territoire au point de vue du droit public, c'est la transmission du pouvoir souverain des mains de l'Etat démembré dans celles de l'Etat annexant. Une véritable substitution

(1) R. Seloosse, *Traité de l'annexion au territoire français et de son démembrement*, 1 vol. in-8°, Paris, 1880, p. 1-101.

s'opère au profit de ce dernier. La formule habituellement usitée dans les traités d'annexion ne laisse aucun doute à cet égard : « L'Empereur, est-il dit dans l'article 73 du traité de Munster, tant pour lui que pour la Sérénissime Maison d'Autriche et pareillement l'Empire, renoncent à tous les droits, propriétés, pouvoirs, possessions et juridictions qui auparavant appartenait soit à l'Empire, soit à la famille d'Autriche, sur la ville de Brisach, le landgraviat de Haute et Basse-Alsace, le Sundgau, etc... et transfèrent le tout tant en général qu'en particulier au Roi Très Chrétien ainsi qu'au royaume de France ». Cette formule est la véritable formule de la cession d'un territoire et de son annexion à un autre Etat. Par suite de la renonciation de l'Etat cédant et de l'acceptation du cessionnaire, l'annexion est consommée : « Les choses du domaine public situées dans les pays annexés tombent dans le domaine public de l'Etat annexant, celles du domaine de la couronne appartenant à l'ancien souverain deviennent la propriété du domaine de la couronne royale (1) ». Tout ce qui fait partie du domaine public dans le pays annexé doit également devenir biens du domaine public de l'Etat annexant. Le caractère de ces biens est d'être imprescriptibles et inaliénables et d'être affectés à un service public. Or, en France et dans la plupart

(1) Selosse, *op. cit.*, p. 141-142.

des Etats, les archives publiques font partie du domaine public de l'Etat, des départements, des communes ou des établissements publics dont elles sont la propriété. Il faut, par conséquent, conclure que l'annexion d'un Etat comporte la remise des archives de cet Etat, l'annexion d'une province ou d'un département, la remise des archives provinciales ou départementales, celle d'une commune, la remise des archives communales avec celles des établissements publics existant sur son territoire. Ces divisions territoriales étant à peu près les mêmes dans tous les Etats, le même principe est applicable lorsqu'il s'agit d'annexions réalisées par la France aux dépens d'un Etat voisin.

Mais, à côté des biens du domaine public proprement dits, dont les Archives publiques font partie, se trouvent dans la plupart des Etats des biens du domaine de la Couronne. Est-il vrai que ces biens constituent de véritables propriétés privées? Non; ils doivent être rangés parmi les biens du domaine public, dont le domaine de la couronne n'est qu'une annexe destinée à subvenir à un service spécial, le service de la couronne. Ce service est un service public, car les biens qui lui sont affectés n'ont pas tant pour objet de procurer au souverain des jouissances personnelles que de donner à la royauté une représentation extérieure qui lui permette d'accueillir avec honneur, au nom de la nation, les délégués et les digni-

taires des nations voisines. Le domaine de la couronne peut de la sorte être établi dans l'intérêt même de la nation. Voilà pourquoi il n'est qu'une dépendance du domaine public, il doit suivre la même condition et passer à l'état annexant.

D'ailleurs dans la plupart des traités d'annexion, l'usage a introduit un article similaire à celui reproduit ci-dessus, par lequel le souverain de l'Etat démembré s'engage à faire passer au souverain de l'Etat annexant tous les droits de souveraineté et de propriété qu'il peut avoir sur les pays cédés. Cette clause ne laisse aucun doute sur le droit du peuple annexant à s'approprier les biens du domaine de la couronne de l'Etat démembré (1). Ce principe étant posé, il faut admettre la même solution pour les archives du domaine de la couronne. Ces archives font par destination partie du domaine public comme les biens qu'elles concernent, et leur remise doit être effectuée entre les mains de l'Etat annexant en même temps que ces biens. Un souverain détrôné n'a pas le droit d'emporter les archives de sa maison, encore moins les archives du domaine de la couronne. C'est ainsi qu'après 1870, les papiers provenant de la maison de l'Empereur et des beaux-arts ont été déposés aux Archives Nationales par les soins du ministre de l'Instruction publique. En vertu du même principe, un souverain

(1) Selosse, *op. cit.*, p. 179.

dont l'Etat est annexé, doit laisser à l'annexant les archives du domaine de la couronne en même temps que les biens de ce domaine.

La livraison des archives publiques des territoires cédés étant la conséquence obligatoire de l'annexion, il n'y a pas lieu de s'étonner si dans un grand nombre de traités d'annexion, la clause relative à cette obligation ne figure pas. Elle est sous-entendue : elle résulte de la « renonciation de l'Etat cédant à tous ses droits et titres sur le territoire cédé » (1). *Titre* à occuper, à garder le pays et à en être le propriétaire, *droit* de l'administrer librement, tel est le sens de ces deux mots. Ils comportent comme corollaire la double obligation pour l'état démembré de laisser au nouvel occupant les biens du domaine public existant dans le territoire cédé, et de mettre en ses mains tous les éléments indispensables ou utiles pour l'administration de ce territoire.

Les biens du domaine public deviennent par suite de l'annexion biens du domaine public de l'Etat annexant : il résulte de ce principe que les dépôts d'archives publiques, historiques, administratives ou hospitalières qui se trouvent dans une localité, chef-lieu de commune, d'arrondissement ou de département dont l'annexion est accomplie, restent la propriété de l'Etat annexant. Que le dépôt soit constitué

(1) Art. 1 du traité de Francfort.

par des fonds communaux, départementaux, nationaux ou d'établissements publics, il continue d'avoir, malgré le changement de souveraineté, le caractère de bien du domaine public et à ce titre il reste acquis au nouvel occupant.

Toutefois, si ce dépôt « annexé » contient des documents administratifs concernant des portions de territoires, parties d'un département, d'un arrondissement ou d'une commune, qui n'ont pas été annexées, il est de règle que ces documents soient rétrocédés à l'Etat démembré. Par réciprocité, si l'annexion englobe des portions de territoires, dont le centre administratif, communal ou départemental n'est pas annexé, l'Etat démembré devra remettre à l'Etat annexant les documents administratifs concernant les portions de territoires cédées, que ces documents proviennent d'un dépôt départemental, d'arrondissement ou de commune. Cette mesure est applicable seulement aux documents administratifs modernes.

Autant il serait regrettable de disperser des documents anciens qui sont aussi utiles à l'histoire de l'Etat et de la province qu'à celle du département ou de la commune, et dont l'ensemble constitue un dépôt complet et unique, autant il est juste que les documents administratifs modernes soient remis à l'annexant. L'habitant pour lequel ces administrations ont été instituées survit à l'annexion ; son changement de nationalité n'affecte pas son état, sa famille, ses biens ;

c'est à lui assurer la continuité de l'exercice de ses droits que doit contribuer le fonctionnement ininterrompu des diverses administrations : pour lui, l'avenir est lié au passé et il convient que le nouvel occupant lui assure, au point de vue de sa vie civile, les mêmes garanties que l'ancien. De son côté, l'Etat annexant doit, en même temps qu'il administre, retirer du territoire annexé les ressources habituelles (impôts, service militaire, etc...). C'est pour cela que « les archives, documents et registres concernant l'administration civile, militaire et judiciaire des territoires cédés sont *remis* à l'annexant ». Ce sont les termes de l'article 3 du traité de Francfort. On verra plus loin qu'il ne faut pas donner à cette stipulation un sens limitatif, ni conclure de ce texte que l'Allemagne n'était pas en droit d'exiger d'autres archives que celles qui lui ont été *remises* en vertu de cet article. Sans doute, nous lui avons livré les documents énoncés ci-dessus, mais par l'annexion même, elle a acquis, en recevant l'Alsace et la Lorraine, les fonds et collections d'archives publiques qui se trouvaient dans les dépôts des territoires annexés.

Ce qui s'est passé pour la livraison des archives de ces deux provinces est la conséquence des règles admises en matière d'annexion. Le département du Bas-Rhin a été cédé tout entier à l'Allemagne : tous les dépôts d'archives publiques existant dans ce département sont passés dans le domaine public de

l'Etat annexant. Les départements du Haut-Rhin et de la Moselle ont été cédés partiellement, mais leurs chefs-lieux, Colmar et Metz, ayant été annexés, les dépôts d'archives publiques conservés dans ces deux villes sont devenus biens du domaine public du nouvel Etat : toutefois, comme on le verra plus loin, l'Allemagne a dû, aux termes du traité de Francfort et de la convention additionnelle, nous rendre les archives des communes et des arrondissements restés français de ces deux départements. Conformément au même principe, les archives départementales de la Meurthe sont restées françaises, par suite du maintien de Nancy en territoire français, mais elles se sont appauvries des papiers administratifs concernant les chefs-lieux d'arrondissements et les communes que nous avons dû céder à l'Allemagne. C'est à ces documents que se réfère l'article 3 du traité de Francfort.

Cette solution représente ce qui paraît le plus équitable en la matière : elle est basée sur les principes qui découlent naturellement du fait de l'annexion et du caractère des archives publiques.

On ne peut dissimuler qu'il est profondément douloureux, pour un Etat, de se trouver dépouillé de tout le dépôt historique d'une province aussi important que l'était celui de l'Alsace, conservé aux archives de Strasbourg et de Colmar. Cette conséquence fatale de l'annexion fait presque regretter que l'Etat français

ait laissé dans les dépôts départementaux une partie de ses archives d'Etat, exposées à lui être enlevées en même temps que le territoire qu'elles concernent. Mais, d'autre part, la question se pose aussi de savoir s'il n'est pas préférable que, même au prix de ce risque, les documents historiques d'une province soient déposés au centre administratif de cette région, à la portée des historiens locaux et sur le territoire du pays auquel elles se réfèrent, conformément à cette loi d'usage que les documents d'archives doivent rester ou rentrer dans leurs fonds de provenance. Cette mesure conservatoire a pour objet de mettre obstacle au morcellement et de maintenir l'un et l'autre Etat, le cédant et le cessionnaire en possession de collections moins incomplètes.

Si nous avons dû subir les pénibles conséquences de cette mesure pour le dépôt historique de l'Alsace, cet inconvénient s'est changé en avantage pour nous en ce qui concerne la Lorraine : le précieux dépôt historique conservé à Nancy nous est resté, à la suite, il est vrai, de vicissitudes assez inquiétantes (1).

(1) Voir le récit de ces vicissitudes dans l'article de M. G. May cité plus haut.

CHAPITRE III

LES ARCHIVES ET LES ANNEXIONS DE TERRITOIRES SOUS L'ANCIEN RÉGIME

I. — Avant Louis XIV.

« Au Moyen Age, quand on annexait un pays, le
« premier soin de l'annexant était de s'emparer du
« trésor des Chartes et de l'amener comme un trophée
« de victoire dans sa capitale. On n'annexait pas seu-
« lement la terre, mais le terrier, car il était entre les
« mains du conquérant plutôt un titre de propriété
« qu'un document de nature historique. Les chartes
« lui servaient à soutenir ses revendications et à dé-
« fendre sa conquête (1). »

Il est très exact qu'avant la période moderne, c'est-à-dire avant le xvi^e siècle, les documents ne revêtaient pas aux yeux des contemporains le caractère historique qu'on leur a reconnu depuis. Lorsque les ar-

(1) G. May, article cité, p. 13.

chives royales de la France tombèrent aux mains des Anglais avec l'argenterie et le sceau royal au cours de la bataille de Fréteval (1194), elles furent mises au pillage (1). Au cours des incursions qu'ils effectuèrent en Italie du ^{xii}^e au ^{xiv}^e siècle, les Allemands ne manquèrent aucune occasion de brûler les archives des châteaux qui étaient sur leur route. C'est ainsi que celles des villes d'Aveillan, de Turin, de Suse furent incendiées. En passant dans cette dernière localité en 1174, Frédéric Barberousse y fit brûler tous les titres de la maison de Savoie (2). C'était le sort réservé habituellement aux titres d'un Etat ou d'une famille, à cette époque, lorsque les destructeurs n'en jugeaient pas la conservation utile au maintien de leurs prétentions. Mais, les seigneurs attachaient généralement une grande importance à la possession du terrier qui concernait leurs domaines, et si les arguments tirés d'un titre ancien n'étaient pas toujours opérants à une époque où l'enchevêtrement des fiefs et surtout le goût des batailles fournissaient et faisaient chercher maint prétexte à guerroyer, il n'en est pas moins vrai que

(1) A cette époque, les archives du Roi le suivaient à la guerre. Cet usage existait déjà chez les Romains : on distinguait à Rome les archives *statoria*, qui étaient stables, des archives *viatoria* que l'empereur emportait dans ses déplacements.

(2) De Saint-Genis, *Histoire de Savoie*, 3 vol. in-12, 1870, 1^{er} vol. introd.

plus d'une lutte à main armée fut évitée par une sentence arbitrale basée sur l'examen d'un chartrier.

C'est également du besoin de réunir les titres du domaine royal et de soutenir pacifiquement les prétentions des souverains que sont nées les archives publiques. Les premiers rois de France n'ont pas fondé de dépôt de Chartes, et cela « s'explique facilement si l'on fait réflexion : « 1° à l'état des derniers rois de la « seconde race toujours les armes à la main et ayant « à peine quelques villes en propre où le dépôt de « leurs lettres pût être en sûreté ; 2° les premiers Capétiens n'eurent probablement attention qu'aux « terres qui étaient de leur domaine particulier, et ne « songèrent point à recueillir les pièces émanées de « leurs prédécesseurs, concernant les provinces sou- « mises immédiatement à leurs grands vassaux ; « 3° les lettres accordées par les rois soit à ces mêmes « seigneurs, soit aux villes, soit aux abbayes pour confirmer leurs privilèges et leurs droits ou pour leur « accorder des grâces, étaient délivrées en original par « le chancelier et apparemment qu'on n'avait pas « souci d'en garder des copies comme on fit dans la « suite (1) ». En quoi consistaient donc les archives qui tombèrent aux mains des Anglais en 1194 ? Ces

(1) *Mémoire historique sur le Trésor des Chartes*, par M. Bonamy, dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, t. XXX, p. 597.

titres ne concernaient que les terres du fisc et le domaine particulier du Roi : il ne s'agissait pas des registres qui auraient regardé toute l'étendue du royaume, mais seulement les biens du domaine royal, c'est-à-dire les rôles des impôts et des tributs dus au Roi, les services qu'il pouvait exiger de ses sujets immédiats, les états des revenus du fisc, les charges auxquelles les habitants des terres royales étaient assujettis et le dénombrement de ceux qui en étaient affranchis. A la suite de ce désastre, il fallut reconstituer les pièces perdues, refaire le dépôt anéanti : en même temps, pour éviter le retour de cette mésaventure, il fut décidé que les archives deviendraient sédentaires. Aux pièces domaniales et administratives reconstituées, on ajouta les copies des chartes et de tous les actes royaux : au palais du Louvre fut installé un dépôt fixe qui dans les intentions du roi devait devenir le dépôt central des papiers publics. Un gardien des archives fut nommé dont les fonctions étaient déterminées par le titre qu'il portait de « trésorier des privilèges, chartes et registres du Roi ».

On sait que par la suite, le Trésor des Chartes ne répondit qu'imparfaitement à l'objet de son institution ; les versements s'y faisaient fort irrégulièrement, « le développement que prit à partir du ^{xiii}e siècle la juridiction royale, les démembrements successifs du Conseil du Roi eurent pour conséquence la création de dépôts d'archives spéciaux aux juridictions et institu-

tions nouvelles. Le Parlement, la Table de Marbre, le Grand Conseil et le Conseil privé, la Chambre des Comptes, la Cour des Monnaies et la Cour des Aides conservèrent leurs archives indépendantes jusqu'à la Révolution (1). Cette spécialisation des grands services de la Monarchie diminua le nombre des actes émanés directement du Roi, et le Trésor des Chartres ne reçut plus de dépôts à partir de la fin du xvi^e siècle.

Il convient de signaler la notion singulière qui, pendant plusieurs siècles, a régné en matière de propriété des papiers publics : l'idée du droit de propriété de l'Etat sur tout document public a été inconnue jusqu'à Richelieu et même Louis XIV (2). Les secrétaires

(1) Voici, à titre d'indication, l'énumération des fonds d'archives indépendants, qui existaient dans chaque province, en France, sous l'ancien régime :

a) Archives ecclésiastiques, séculières et régulières (évêchés, chapitres, officialités, séminaires, collégiales, paroisses, fabriques, abbayes, prieurés, ordres militaires religieux.

b) Archives judiciaires (parlements, présidiaux, bailliages, sénéchaussées, juridictions secondaires, cours des comptes, des aides, des monnaies, maîtrises des eaux et forêts.

c) Civiles (Etats provinciaux, principautés, régences, intendances, subdélégations, élections, bureaux des finances, communes, universités, facultés, collèges, hospices, tabellionages.

(D'après Champollion-Figeac, *Notice sur les Archives départementales*).

(2) Cf. L. Delisle, *Les Origines des Archives du Ministère*

d'Etat transmettaient les papiers d'Etat et de l'administration à leurs héritiers comme des biens privés (1). Les ambassadeurs et les hauts fonctionnaires conservaient également par devers eux les minutes et les correspondances relatives à leurs fonctions, sauf les ordonnances, les lettres patentes royales et les traités conclus avec les puissances étrangères (2). Il faut attendre la fin des guerres religieuses pour voir le pouvoir royal prendre des mesures en vue de la conservation des titres qui constituent les archives du royaume. La plus importante de ces mesures fut promulguée par Mathieu Molé : devenu procureur général du Parlement de Paris, il fit unir à cette charge celle du trésorier des Chartres du roi, et il entreprit immédiatement de reconstituer l'ancien Trésor des Chartres de la monarchie, alors presque entièrement dispersé, et d'en faire dresser un inventaire régulier. C'est donc au règne de Louis XIII que l'on doit faire remonter les premières décisions les plus indispensables pour reconstituer et réorganiser les archives

des Affaires Etrangères. Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, t. XXXV, année 1874.

(1) De Boislisle, *Correspondance des Contrôleurs généraux. Avant-propos.*

(2) « Les dépêches de la Cour restent en la possession des ambassadeurs ; elles se retrouvent donc dans les archives privées. » De Maulde, *La diplomatie au temps de Machiavel*, t. III, p. 110.

d'Etat en France. Richelieu contribua grandement à cette œuvre en édictant l'obligation pour les hauts fonctionnaires du royaume, de laisser leur correspondance dans les dépôts publics. De son côté, Mazarin fondait les Archives des Affaires étrangères et y faisait déposer les documents diplomatiques des dernières années de son ministère. L'organisation définitive des archives centrales du royaume coïncide avec les grandes réformes administratives inspirées par les ministres de Louis XIII et de Louis XIV.

Tandis qu'à Paris, par suite de la négligence des hauts dignitaires, de l'occupation anglaise (1), et des troubles apportés par les guerres de religion, le dépôt central des archives était livré à l'incurie et menacé de disparaître, en province, les archives étaient généralement bien classées, bien inventoriées. L'idée de les rassembler et la conscience de leur utilité s'étaient fait jour à la fin du Moyen Age (2). Aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, l'institution des Chambres des Comptes donne lieu à la création de dépôts et de collections des titres, actes et privilèges, dont les bénéficiaires ressortissent à

(1) Lorsqu'ils abandonnèrent la France, les Anglais apportèrent à la Tour de Londres tous les actes relatifs à leur occupation de ce royaume. (Boissy d'Anglas, *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, t. IV, p. 360.)

(2) Voir l'ordonnance delphinale du 1^{er} août 1340 relative aux Archives du Dauphiné. Archives de l'Isère, *Inventaire des Archives civiles*, t. I, introd., p. 11.

cette juridiction et ces documents, conservés généralement dans les locaux de ces Chambres, deviennent le noyau le plus important des archives des provinces. D'un autre côté, la pratique des affaires, le besoin de recourir à des précédents, de réduire en lois écrites des coutumes et des habitudes, eurent vite montré l'intérêt social et politique des archives. Des fonds spéciaux se créent en province comme à Paris, pour chaque administration, chaque juridiction particulière ; dès lors, les archives ne sont plus seulement le terrier d'un fief ou d'une portion de territoire ; elles deviennent par suite de leur développement l'élément indispensable de l'administration civile, politique, militaire et religieuse d'un pays. Leur caractère de biens du domaine public commence à se dégager et l'idée désuète de les considérer comme des richesses à incendier ou à piller disparaît.

On comprend que les rois de France, lorsqu'ils annexaient, ou mieux réunissaient une province au territoire national, aient généralement laissé aux pays qu'ils acquéraient leurs archives propres, comme le plus souvent ils leur laissaient leurs institutions (1). Il convient de voir dans cette mesure une application de la doctrine décentralisatrice de la monarchie, en même temps qu'elle démontre chez les politiques de cette

(1) Voir à ce sujet et dans le même sens, Selosse, *op. cit.*, p. 131 et suiv.

époque un sens profond de l'utilité et de la raison d'être des archives. Il ne faut pas oublier non plus que l'annexion n'avait pas alors le caractère brutal et tranchant qu'elle a de nos jours : les nations étaient moins opposées et séparées qu'elles le sont aujourd'hui. La réunion d'un pays à un Etat laissait persister avec les mœurs et coutumes féodales le respect des droits et des privilèges appartenant aux individualités politiques (1). On laissait donc à un pays annexé ses institutions, ses privilèges et ses archives. Ce principe avait comme corollaire l'obligation, lorsqu'une portion du territoire était cédée, de remettre à l'Etat annexant les archives du pays démembré. Dès le ^{xv}^e siècle, on le voit appliqué : « En cas de cession de territoire, les archives au moins immédiates du pays suivent son sort comme titres de propriété et comme titres indispensables pour son administration : le seigneur cédant doit toutes les lettres, enseignemens et escriptures. » Ce sont les termes de l'injonction que le dauphin, futur Louis XI, adressait à sa Chambre des Comptes de Grenoble en lui prescrivant de rendre au Duc de Savoie les titres du Faucigny qu'il venait de lui céder ; de son côté le duc de Savoie avait fait « bailler et expédier à la dite Chambre des Comptes toutes les escriptures qu'il avait devers soy, touchant les comtés de

(1) Lavissee, *Histoire de France*, t. VII, p. 19.

Valentinois et de Diois (1) », cédés en échange du Faucigny.

La restitution des titres et des documents à l'occasion des cessions et des échanges de territoires était considérée comme un acte de simple justice. C'est ainsi que lors de l'abandon de la rive droite du lac Léman par le duc de Savoie et de la rive gauche par les Bernois, il y eut un échange des archives respectives de chaque région fait à Berne en 1567 (2).

Plus tard, le traite de Lyon (17 janvier 1601) donnait à la France les pays de Bresse, Gex, Bugey et Valromey, en échange du marquisat de Saluces cédé au duc de Savoie. Le sort des archives des pays acquis était réglé d'après les mêmes principes par l'article 11 du Traité : « Les titres, papiers et enseignemens qui « peuvent avoir des choses échangées seront rendus « et délivrez de bonne foy tant d'une part que « d'autre » (3).

En vertu de ce texte, les archives des pays cédés par le duc de Savoie furent remises aux Chambres des

(1) *Lettres de Louis XI*, publiées par Vaesen et Charavay, Paris, 1883, vol. I, n° XXXI, p. 32-33, Romans, 14 mars 1447.

(2) Abbé Ducis, *Inventaire des Archives départementales de la Haute-Savoie*, 1 vol. in-4°, 1892, introd., p. 11, note 4.

(3) Du Mont, *Corps diplomatique universel*, t. V, 2^e partie, p. 12.

Comptes de Dijon et de Grenoble auxquelles ils ressortissaient. La bonne foi devait présider au choix et à la remise des documents : la Chambre des Comptes du Dauphiné remit de son côté à l'envoyé de Turin les papiers administratifs et judiciaires relatifs au marquisat de Saluces (1). Les papiers remis étaient seulement ceux qui concernaient l'administration de ces pays ; les documents historiques ne furent pas livrés : le traité d'ailleurs ne l'exigeait pas.

Dans la plupart des traités antérieurs au xvii^e siècle, on ne remarque aucune clause relative au sort des archives des pays annexés. Leur situation était réglée

(1) Cette remise ne fut pas complète : le transfert des archives du marquisat de Saluces s'effectua après le traité de 1760. Mais, par suite d'une faiblesse dont l'Etat français a donné mainte preuve, tandis que nous laissions à Turin les papiers historiques concernant la Bresse et le Bugey, une simple sollicitation du gouvernement sarde en 1818, faisait céder par Louis XVIII au roi son beau-père, toutes les pièces historiques concernant Saluces, qui se trouvaient dans les Archives de la Chambre des Comptes de Grenoble. En même temps on remettait au commissaire sarde les archives de l'archevêché de Tarentaise dont Lesdiguières s'était emparé au xvi^e siècle et qu'il avait réunies dans son château de Vizille. La loi du 5 brumaire, an V, les avait fait transférer aux archives de l'Isère. On rendit également à la Sardaigne les actes du gouvernement provisoire établi par la France à Turin en 1799, ce qui avait encore moins de raisons d'être. Prudhomme, *Inventaire des Archives départementales de l'Isère*, t. III, introd., et p. 367. — Ducis, *Les Archives historiques de la Savoie*, 1 broch. in-8°, 1870, p. 16-17.

en dehors de toute disposition spéciale d'après les principes énoncés ci-dessus, et il était d'usage que l'Etat démembré remettait à l'Etat annexant les papiers « pouvant servir à justifier les droits des pays cédés ».

II. — De Louis XIV à la Révolution.

La situation territoriale de l'Europe fut profondément modifiée par les traités de Westphalie : on sait à quelles difficultés donna lieu le partage embrouillé que les plénipotentiaires firent de certains pays, de l'Alsace en particulier. La question du sort des Archives des pays qui changeaient de maître aurait pu entraîner des difficultés insurmontables, s'il avait fallu examiner chaque cas en détail. Elle fut résolue un peu brutalement par la distinction suivante : « 1° Les « Archives qui existaient pendant l'occupation des « pays cédés et qui s'y trouvent encore intactes seront « laissées et restituées en même temps que les documents littéraires, les autres objets mobiliers et les « armes de guerre ; 2° Quant aux archives qui, par « suite de l'occupation, ont été enlevées, soit qu'elles « aient été prises au cours des combats, soit qu'elles « aient été transférées ailleurs par les occupants pour « s'en servir et les conserver, ceux-ci seront libres de « les garder par devers eux » (1).

(1) Traité de Munster, art. 110.

C'était le maintien du *statu quo post bellum* auquel on se résignait pour éviter des discussions sans fin. Après la paix de Westphalie, les archives prennent plus d'importance qu'elles n'en ont jamais eue, et les clauses concernant leur remise deviennent la règle dans les traités d'annexion. C'est qu'on ne les considère plus seulement comme des instruments d'administration ou comme des monuments d'histoire ; mais on voit en elles des sources de droits, des éléments de preuves pour des prétentions à l'acquisition ou à la possession des territoires. Sous aucun souverain les Archives ne furent plus jalousement recherchées que sous Louis XIV : sa diplomatie et ses généraux furent souvent employés à soutenir des droits puisés dans les Chartiers, et les Chambres de réunion démontrent que l'utilisation des archives par un pouvoir fort peut donner d'aussi bons résultats que le gain d'une bataille.

La première manifestation de cette politique annexioniste eut lieu avec la Guerre de Dévolution : les compilateurs de coutumes n'eurent pas de peine à suggérer au Roi des prétentions en rapport avec ses goûts : l'idée de faire valoir de vieux usages flamands pour conquérir la Flandre, les Pays-Bas et la Franche-Comté ne pouvait déplaire à Louis XIV, qui, après examen, satisfait du résultat de ses investigations, s'écriait, au mois de décembre 1663 : « L'on va toujours découvrant de nouveaux pays ! » Tout son règne

se ressentira de cette tendance à exhumer des titres surannés, à faire valoir des droits anciens, à chercher aux états voisins des chicanes juridiques qui auront pour enjeu la possession d'une province ; et les ministres ne seront pas les moins empressés à favoriser ces prétentions. Sans tendre directement à ce résultat, le projet conçu par Colbert, de former une collection générale des documents relatifs à l'histoire de France et au droit public du royaume, peut être considéré comme une initiative fortement encouragée par le Roi sous la direction de son bibliothécaire Baluze et grâce à la collaboration de nombreux savants attachés au service du ministre. Cette précieuse collection fut acquise par Louis XIV à la mort de Colbert. En même temps, la Cour de France, dès 1656, faisait rechercher, pour les revendiquer, les droits et territoires ayant appartenu jadis aux seigneuries cédées à la France par la paix de Westphalie, et qui en avaient été détachées au cours des temps. Les parlements de Besançon et de Metz, le conseil de Brisach, devenus « chambres de réunion », ne firent que se conformer aux instructions royales sur la recherche des droits et territoires devant appartenir à la France. Ces recherches, dont on connaît les résultats, se faisaient naturellement dans les archives anciennes. En même temps, Claude Le Pelletier, secrétaire et ministre d'Etat, par une mesure générale (1686) faisait confectionner un inventaire général de tous les pa-

piers, titres et documents de toutes les Chambres des Comptes. Ce fut un travail considérable : l'inventaire de la Chambre des Comptes de Grenoble remplit à lui seul 32 volumes manuscrits. A peine Louis XIV a-t-il acquis un territoire, qu'il en fait dépouiller le terrier et demande aux intendants de lui faire savoir les droits que l'on peut faire valoir en suite de cet examen. La trêve de Ratisbonne (1684) cède Luxembourg à la France : aussitôt le sieur Bourcier y est nommé procureur général du Roi et chargé à ce titre du dépouillement des archives de ce pays. En 1696, il annonce qu'il a terminé l'inventaire des papiers conservés dans le dépôt public de Luxembourg et qu'il a remis son travail entre les mains de l'Intendant de Metz (1). Après l'annexion de la Flandre au royaume, en 1668, le même travail est demandé à Godefroy, nommé procureur en la Chambre des Comptes de Lille. Son fils le remplace dans ses fonctions en 1681 et, en 1688, le dépouillement n'était pas fini. Cet illustre savant exposait au Contrôleur général l'objet principal de ses fonctions : « L'usage ordinaire, écrit-il, que je dois faire de tous ces registres est, « après m'être instruit de ce qu'ils contiennent, de « fournir à MM. les Intendants, officiers de justice et « aux fermiers des domaines les mémoires et titres

(1) De Boislisle, *Correspondance des Contrôleurs généraux*, t. I, n° 1538.

« pour la *conservation et augmentation des droits de S. M.*, qui veut bien aussy permettre que ses sujets tirent de ce même dépôt les lumières dont ils ont besoin pour leurs affaires particulières (1) ».

En 1692, à Dijon, Bouchu, premier président de la Cour des Comptes, faisait réunir aux archives de sa compagnie les terriers et titres des domaines de Bresse, Bugey, Gex et Valromey qui étaient restés à Chambéry, à la faveur de la bonne foi stipulée en 1601 (2). En 1670, les Français prennent Nancy : toutes les archives conservées dans cette ville sont enlevées, chargées confusément et portées à la citadelle de Metz. Il ne s'agissait pas d'annexer la Lorraine : c'était une simple occupation ; on n'en emporta pas moins tous les volumes et papiers de la Chambre des comptes de Nancy (3). Ce fut en 1698 seulement, après le traité de Ryswick, que l'on rendit au duc de Lorraine ses archives avec ses états (4) : on excepta toutefois de la remise les titres relatifs aux terres cédées à la France par le traité de Ryswick et en 1661.

(1) De Boislisle, *ibid.*, t. I, n° 560.

(2) *Ibid.*, t. I, n° 996.

(3) *Ibid.*, n° 1731.

(4) Le traité de Nimègue avait stipulé, (art. 23), la restitution des archives de Lorraine, mais le duc ne voulut pas accéder aux conditions de ce traité qui cédait Nancy à la France et Louis XIV garda ses Etats jusqu'à la paix de Ryswick.

Mais pendant le séjour qu'elles firent à Metz, les archives de Lorraine furent étudiées, analysées et inventoriées, d'abord par Godefroy, puis par M. de Fourny, auditeur à la Chambre des comptes de Paris, envoyé à Metz à cet effet (1). Enfin, pour bien indiquer l'importance que l'Etat attachait à l'enrichissement et à l'entretien des archives, en 1708 un édit royal créait des offices de gardes des archives auprès des principales administrations civiles et judiciaires.

L'impulsion donnée par Louis XIV se continua sous ses successeurs, mais l'intérêt que le xviii^e siècle témoigna à l'étude et à l'accroissement des archives publiques, tout en ayant pour but de contribuer au bien de l'Etat, revêtit un caractère plus historique, plus scientifique et moins utilitaire que sous le Grand Roi. On recherchait les collections d'archives, on était jaloux de les enrichir, mais c'était pour l'avantage et le plaisir d'avoir en elles des éléments d'études plutôt que des sources de droits éventuels. Des savants continuèrent les plans et projets conçus par Colbert, relatifs à la formation des grandes collections. En 1759, fut établi le *dépôt de législation*, assemblage méthodique de toutes les lois du royaume : ce dépôt entraînait comme une de ses dépendances naturelles la réunion de tous les documents historiques qu'il était possible de découvrir. Ce fut l'œuvre de Moreau, qui,

(1) De Boislisle, *op. cit.*, t. I, n° 1751.

en 1762, créa le *Cabinet des Chartes* (1), dont le but était de centraliser les documents relatifs à l'histoire et au droit public de la France, en réunissant, dans l'intérêt des jurisconsultes et des savants, des doubles des inventaires de toutes les archives royales et des copies de tous les monuments recueillis dans les chartriers publics ou privés. Une troupe d'érudits et de bénédictins compulsa et copia, non seulement en France mais à l'étranger, tous les documents intéressant l'histoire nationale. « Si la France ancienne s'acquiesce, sous le règne de Louis XV, une juste renommée dans les études historiques, c'est que dans aucun autre Etat on ne s'était occupé, avec autant d'ardeur et de désintéressement, à assurer, en même temps, la conservation et le bon usage des documents originaux des annales publiques (2). »

Le prix attaché à la possession des archives, soit comme source de droits éventuels, soit comme monuments de droit public, soit comme collections historiques pendant cette période, fit naître naturellement chez les souverains annexants un plus grand désir de les acquérir en même temps que les territoires, et, chez les états démembrés, une plus grande préoccupation d'en retenir la possession. La bonne foi est encore

(1) Supprimé en 1790.

(2) Champollion-Figeac, Les archives départementales de France. *Bulletin de l'Académie Delphinale*, 4^e série, t. I, Grenoble, in-8°, p. 184.

supposée être la règle pour la remise et l'échange des archives, mais on éprouve le besoin de la concrétiser dans des stipulations spéciales : tandis qu'antérieurement, beaucoup de traités sous-entendaient le règlement de cette question, lequel s'opérait généralement sans difficulté, dans la période moderne au contraire, il est d'usage qu'un article et non des moins importants concerne la remise des archives publiques.

Il est stipulé d'ordinaire que « les papiers, titres et documents concernant les pays, terres et seigneuries cédés doivent demeurer à l'annexant et qu'elles lui seront fournies et délivrées de bonne foy » ; mais pour éviter les temporisations si naturelles de la part de l'Etat démembré, on convient d'un délai, de deux mois au moins ou de six mois au maximum dans lequel cette remise doit être effectuée (1).

En même temps apparaît une autre disposition fort équitable d'après laquelle des copies authentiques ou vidimées des titres, laissés aux mains de l'annexant, pourront être délivrées à la requête du pays démembré (2). Cette clause devient à peu près de style dans les stipulations concernant les remises d'archives.

(1) L'article 54 du traité des Pyrénées, (1658), prévoit un délai de trois mois.

(2) Traité de partage entre les Provinces Unies et l'Espagne. La Haye, 1661, art. 6.

Une distinction formelle s'établit également entre les documents administratifs, archives publiques proprement dites, et les documents historiques que les traités du xvii^e siècle appellent « littéraires ». Tandis que les premiers sont laissés à l'annexant, le plus souvent sous la réserve sus-énoncée d'en donner éventuellement des copies, les seconds sont restitués au souverain du pays démembré (1). Même dans les pays scandinaves, ces principes étaient appliqués fort strictement et la distinction entre les documents historiques et les documents administratifs y était établie. Le traité de Linden, conclu en 1679 entre le Danemark et la Suède, stipulait (art. 12) la remise à l'état annexé des lettres et papiers quels qu'ils soient, concernant *la justice, la milice* ou les *revenus* des pays, droits et seigneuries qui sont tombés entre les mains de Leurs Majestés.

Il arrivait fréquemment qu'au cours des opérations militaires, les dépôts d'archives étaient pillés et les papiers emportés. En 1708, Lille est pris par les Alliés ; les députés des Etats-Généraux des Pays-Bas viennent visiter les archives de la Flandre : ils assurent Godefroy qu'ils ne sont pas venus pour enlever les titres de la Chambre des comptes, quoiqu'on eût enlevé autrefois ceux qui étaient à Utrecht (2). Les

(1) Traité de Nimègue avec l'Empereur, 1679. Annexion de Fribourg-en-Brisgau à la France, art. 6.

(2) De Boislisle, *op. cit.*, t. III, n° 206.

Alliés en avaient fait autant quelques années auparavant. En ce cas, on stipule généralement dans le traité de paix que les documents enlevés seront rendus. Louis XIV sut exiger que les titres enlevés de la Chambre des Comptes de Lille et de la citadelle de Gand (1), qui renfermait l'ancien dépôt des Chartes de Ruppélmonde, fussent rapportés dans ces dépôts à la paix de Nimègue (2). Mais le traité de Ryswick l'obligeait (art. 50) à rendre, avec les Archives de Lorraine qu'il avait fait transporter à Metz, celles de la ville et de la Chambre de Spire qu'il avait fait enlever pendant la guerre de la ligue d'Augsbourg. Le traité d'Utrecht, signé avec les Provinces-Unies (art. 15), stipulait la restitution à la France des titres de la Chambre de Lille dont une partie avait été emportée par les Impériaux pendant la guerre de succession d'Espagne. On peut dire que la question de la possession des Archives des Flandres s'est posée à chacune des guerres qui eurent ce pays pour théâtre aux *xvii^e* et *xviii^e* siècles.

Après Fontenoy, malgré les clauses de la capitulation signée à Laeken, le 20 février 1746, qui stipu-

(1) Le Président du Conseil des Flandres, qui était garde du dépôt de la citadelle de Gand, favorisa les opérations des Français et les laissa emporter tout ce qu'ils voulurent. Louis XIV le récompensa en le nommant président du Parlement de Tournai.

(2) Traité de Nimègue avec le roi d'Espagne, 1679, art. 20.

lait (art. 14) que « les archives et Bibliothèque de S.M. « seraient conservées dans leur entier, sans qu'on pût « en rien soustraire ou transporter ailleurs », les dépôts furent bouleversés et spoliés par le vainqueur. Reprenant les traditions de Louis XIV, Fleury chargeait Godefroy, puis un conseiller du Parlement de Besançon de faire les inventaires de tous les dépôts des Pays-Bas, « enjoignant Sa Majesté aux gardes des « dites archives de les représenter au dit Commissaire « pour qu'il en fasse des extraits, copies ou expéditions ou pour qu'il les mette à part comme appartenant à Sa Majesté, en exécution des précédents « traités » (1). Le titulaire de ce mandat opéra pendant 15 mois et remplit de titres originaux huit caisses, qui furent transportées à Lille où elles restèrent pendant plus de vingt ans malgré la stipulation énoncée à l'art. 11 du traité d'Aix-la-Chapelle, qui obligeait « les « contractants à restituer les papiers publics enlevés « pendant la guerre de succession d'Autriche et notamment ceux qui auraient été transportés de l'archive du grand Conseil de Malines ».

Il fallut l'alliance franco-autrichienne conclue par Kaunitz et Choiseul, pour régler la question des archives des Pays-Bas. L'article 38 de la convention de Versailles, signée en 1769, stipulait la remise réci-

(1) Arrêt du Conseil d'Etat du 2 mai 1747. Gachard, *Les Archives de la Belgique*, 1 vol. in-8°, Bruxelles, 1831.

proque des Archives qui était réglée au mieux des intérêts des deux Etats :

« Les H. P. C., désirant exécuter de bonne foi les
« stipulations des différents traités qui ont ordonné la
« restitution respective des papiers et documents, sont
« convenues des points suivants :

1° Chacune des parties restera en possession des titres et documents qui sont communs aux lieux et aux pays appartenant à l'une et à l'autre, bien entendu néanmoins qu'elles se feront délivrer mutuellement des copies et des extraits authentiques des dites pièces communes, en tant qu'elles pourraient concerner les possessions de celui des souverains qui demandera les dites copies ou extraits.

2°, Néanmoins si parmi les titres originaux transportés des places des Pays-Bas en France pendant la guerre qui a été terminée par le traité d'Aix-la-Chapelle de 1748, il s'en trouvait qui fussent communes aux deux puissances, les dits originaux seront restitués à l'impératrice-reine apostolique, comme lui seront restituées aussi les instructions, dépêches et lettres des souverains des Pays-Bas ou de leurs gouvernements généraux, ainsi que les lettres écrites par eux, ayant pour objet des négociations avec les puissances étrangères, dans quelque temps que les actes de cette dernière catégorie aient été transportés en France.

3° Quant aux titres et documents qui intéressent

exclusivement les possessions et les droits d'une des deux puissances, ils resteront au pouvoir de celle qu'ils concernent, si elle les a en sa possession, et ils lui seront, en tous cas, rendus et restitués de bonne foi, s'ils se trouvent en la possession de celle des deux puissances qui n'y a point d'intérêt.

Toutes ces stipulations seront exécutées de bonne foi, dans le terme de trois mois après l'échange des ratifications : à l'effet de quoi il sera nommé immédiatement après la signature par les deux cours un ou plusieurs commissaires pour se rendre respectivement à Lille, à Douai, à Bruxelles, à Gand, à Luxembourg et ailleurs, s'il en est besoin, pour y procéder conjointement à la réparation et à l'extradition des dits papiers et documents.

On voit apparaître ici une mesure de garantie nouvelle : la nomination de commissaires spécialement chargés de faire le triage des papiers à céder à la suite d'une annexion ou d'un échange de territoires. Déjà dans des traités antérieurs, notamment celui de Nimègue, dans la clause relative à Fribourg et celui de Ryswick, qui stipulait la restitution de cette ville à l'Empire, des commissaires étaient désignés pour opérer cette sélection, mais c'étaient des commissaires « généraux » qui examinaient les papiers en même temps qu'ils procédaient à la délimitation du pays cédé et à d'autres travaux subséquents à l'annexion. L'importance que l'on attachait aux archives au

xviii^e siècle, la facilité qu'avaient les souverains de confier ces fonctions à des érudits et à des savants, donna lieu à la désignation de commissaires « spéciaux », chargés uniquement du triage des archives.

L'exposé des difficultés, auxquelles donna lieu le règlement de la question des archives des Flandres, permet de constater que les souverains ne s'empresaient pas toujours de remettre les archives qu'ils s'étaient engagés à livrer à l'annexant, malgré la stipulation de délais déterminés. Le désir exprimé dans la convention de Versailles ci-dessus, par les parties contractantes d'exécuter de bonne foi « les différents traités qui ont ordonné la restitution réciproque des archives », a des apparences d'une formule ironique. Les plénipotentiaires eurent plus d'une fois l'occasion d'employer des formules analogues. Dans le traité de délimitation conclu le 24 mars 1760, entre la cour de France et celle de Sardaigne, il fut convenu (art. 16) que « les titres et documents concernant les cessions y mentionnées seraient remis de bonne foi de part et d'autre, dans le terme de six mois, de même que *ceux des pays échangés par les traités d'Utrecht, de Lyon et autres précédents* ». En conséquence, des commissaires « spéciaux » furent chargés par le gouvernement sarde de retirer, des archives de la Cour des Comptes de Grenoble, les titres concernant les vallées briançonnaises cédées par la France en 1713, et dont la remise avait pourtant été stipulée au traité

d'Utrecht. En même temps, le roi de Sardaigne faisait rechercher, tant dans ses archives de Cour que dans celles de la Chambre des Comptes, les documents concernant la vallée de Barcelonnnette cédée en 1713, et ceux de la Bresse, du Bugey et des autres pays cédés en échange du marquisat de Saluces, qu'il avait « omis » de remettre à la suite du traité de Lyon. En vertu des mêmes dispositions, il dut encore céder à la France les archives du Valentinois qu'il aurait dû livrer en 1491, en échange de celles du Faucigny (1), et même le commissaire français entra en possession des titres relatifs aux terres du Viennois que le comte de Savoie avait cédées au Dauphiné en 1355, mais dont les archives étaient toujours demeurées à Turin (2). Cet empressement des gouvernants à « liquider » les conventions antérieures, démontre, chez eux, le souci louable de compléter leurs dépôts d'archives et d'en assurer l'enrichissement régulier.

Une autre règle tend à s'établir au xviii^e siècle en ce qui concerne le sort des archives privées d'une dynastie souveraine, lorsque l'Etat sur lequel elle règne est obligé de céder, avec tout ou partie du territoire, les archives publiques, à l'Etat annexant. On admet que ces papiers considérés comme papiers de famille doivent

(1) Voir ci-dessus, chapitre précédent.

(2) *Inventaire des Archives départementales de l'Isère*, par A. Prudhomme, t. III, p. 67-68 et p. 365.

être laissés au souverain dépossédé. Cela a lieu surtout lorsque la cession de territoire se fait amiablement et en dehors des suites d'une guerre : en ce cas, cette mesure constitue une marque de courtoisie à l'égard de la maison souveraine qui renonce à ses droits sur le pays cédé. Ces papiers ne font pas partie du domaine privé de l'Etat : ils appartiennent plutôt à son domaine public, car l'histoire d'une maison régnante et des actes la plupart privés des souverains, même leurs alliances, se confondent avec la politique d'un état qui a confié ses destinées à une dynastie : mais par un hommage rendu à la personne du souverain dépossédé, on considère ces actes comme des papiers privés, des biens de famille sur lesquels l'annexant renonce à exercer ses droits. La convention de Vienne du 28 août 1736, conclue entre la France et l'Autriche au sujet de la cession de la Lorraine, contenait la clause suivante (art. 16) : « Les papiers et chartes concernant les
« duchés de Lorraine et de Bar seront remis au Roi,
« beau-père de Sa Majesté T. C. dans le temps de la
« prise de possession. Mais ceux *proprement dits de*
« *famille, comme contrats de mariage, testaments ou*
« *autres*, seront ou laissés ou consignés à la disposition
« de S. A. le Duc de Lorraine en quelque lieu qu'ils se
« trouvent (1) ». Les plénipotentiaires firent bien de compléter le sens du mot « papiers de famille » par

(1) Koch, *Histoire abrégée des traités de paix*, etc., t. II, Paris, 1817, p. 270.

l'énumération des contrats de mariage et des testaments ; c'était une limitation à l'interprétation trop large de ce mot. Nous verrons plus loin comment une énonciation générale, telle que « papiers relatifs à la famille royale », peut donner lieu à des revendications susceptibles d'être étendues à tout un dépôt sous prétexte que l'histoire d'une famille royale se confond avec celle d'un pays.

Tous les traités d'annexion du XVIII^e siècle contiennent des clauses particulières relatives au sort des archives des pays cédés. Toutes édictent l'obligation pour l'annexé de remettre à l'Etat annexant les papiers, titres et lettres appartenant aux pays cédés ou échangés avec un délai qui varie de deux à quatre mois, après l'échange des ratifications (1). Après la guerre de Sept ans, Frédéric II sut exiger de l'Autriche la restitution fidèle de toutes les archives des places de la Silésie qui lui étaient rendues (2). Le roi de Pologne exigeait en même temps du roi de Prusse la remise des archives appartenant aux bureaux du pays de Pologne (3).

(1) *Sic* dans art. 22 du traité de Paris (1763) entre la France et la Grande-Bretagne et dans l'art. 8 du traité de Teschen (13 mars 1779) entre l'Impératrice et l'Electeur palatin. Martens, t. II, p. 10-13.

(2) Traité d'Hubertsbourg, 15 février 1763. Martens, t. I, p. 61-68.

(3) Traité de Hubertsbourg, même date, entre la Prusse et la Pologne. Martens, t. I, p. 74.

Cette dernière nation était la plus soucieuse de conserver ses documents publics. Après le premier partage de la Pologne, des dispositions très minutieuses furent édictées par les plénipotentiaires chargés de négocier la paix de Varsovie, au sujet du sort des archives polonaises laissées dans les pays cédés. Le traité conclu entre Marie-Thérèse et la République de Pologne stipulait (art. XI) : Les archives qui regardent les biens des sujets de la République et leurs fortunes, qui sont restés à Léopol, et dans les autres grods et districts, qui sont passés sous la domination de S. M. l'Impératrice Reine de Hongrie, seront délivrées à la République de la manière suivante :

1) S. M. le Roi et la République de Pologne enjoindront aux citoyens des Palatinats, qui y sont intéressés, de choisir entre eux des personnes qui se rendront sur les lieux désignés et, de concert avec les Députés nommés pour cela par les Régences de S. M. l'Impératrice Reine, passeront en revue les dites archives et tout ce qu'ils y trouveront en protocoles, originaux et autres papiers concernant les sujets de la République couchés dans les actes, qui pourra être séparé des autres, leur sera délivré sans paiement avec un inventaire signé des deux côtés dont chacun gardera une copie collationnée.

2) Les protocoles ou les transactions des sujets des deux puissances seront compris ensemble ; ne pouvant être délivrés, on ne refusera pas, à la réquisition des

dites personnes députées et à celles de chacun des intéressés, d'en faire tirer des copies authentiques, moyennant un paiement discret pour les droits de chancellerie selon la coutume pratiquée en Pologne, et la taxe faite par la loi de payer pour une feuille de 80 lignes, un florin de Pologne.

La réciprocité dans toutes les archives de la République envers les citoyens passés sous la domination de S. M. l'Impératrice Reine sera ordonnée par S. M. le Roi et la République de Pologne (1).

Parmi ces mesures si libérales, il convient de noter le nouveau principe, dont on a déjà vu la mention dans l'art. 38 de la convention de Versailles ci-dessus, en vertu duquel l'Etat cédant et l'Etat cessionnaire ont le droit de se réclamer réciproquement des copies ou des calques des documents qui sont au pouvoir de l'autre, lorsque ces documents ont un intérêt commun ou que l'intérêt de l'autre partie à le posséder peut se justifier.

Ces divers progrès démontrent qu'à la fin du XVIII^e siècle, les idées des gouvernants et des diplomates sur la propriété et l'utilité des archives publiques et partant, sur leur sort à la suite d'une annexion, sont essentiellement justes. Le transfert des archives est une conséquence naturelle de l'annexion : elles suivent gé-

(1) Traité de Varsovie, 16 mars 1773. Martens, t. IV, p. 126-129.

néralement et fatalement les destinées du territoire à l'administration duquel elles se rapportent. Personne ne pense plus à les prendre comme un butin ou à les acquérir comme des sources éventuelles de droits : on n'en dépouille le pays démembré qu'autant qu'elles sont utiles à l'établissement ou au fonctionnement de l'administration nouvelle. Si la bonne foi est encore proclamée, on n'a qu'une confiance limitée dans son efficacité, et les derniers traités prouvent que les gouvernants éprouvent de plus en plus la nécessité de mettre à son service des commissaires nommés par les deux parties, pour procéder sans retard et avec méthode au triage des titres dont ils prennent eux-mêmes livraison.

CHAPITRE IV

LES ANNEXIONS ET LES DÉMEMBREMENTS SOUS LA RÉVOLUTION ET LE PREMIER EMPIRE ET LE SORT DES ARCHIVES DES PAYS ACQUIS OU CÉDÉS

La Révolution a fait entrer dans le domaine public de l'Etat les archives qui, sous l'ancien régime, constituaient des dépôts particuliers des institutions ou des établissements disséminés sur le territoire de la France : mais, en même temps que l'Etat s'enrichissait de ces collections, par une série de dispositions regrettables dans leur ensemble (1), les législateurs firent détruire, dans ces dépôts nouvellement acquis à la nation, la plupart des papiers « qui portaient le caractère et les

(1) Lois du 24 juin 1792, du 17 juillet, du 17 septembre 1793. Voir à ce sujet : Bordier, *Les Archives de la France*, in-8°, 1867. — De Laborde, *Les Archives de la France*, in-12, 1867. — Boutarie, *Le Vandalisme révolutionnaire*. — Ravaisson, *Rapport sur les Archives*, in-12, 1862.

empreintes de la féodalité » (1). Ces mesures destructrices des monuments d'une époque nous mettent loin du temps où Louis XIV faisait jalousement rechercher dans les anciens chartriers la source des droits qu'il comptait faire valoir. Au contraire, les plénipotentiaires du Directoire et du Consulat ne témoignent aucun empressement à recueillir les archives publiques des pays conquis par nos armes. Eût-il été logique, en effet, de vouloir acquérir les archives féodales des nations étrangères, alors que la France faisait détruire celles de ses propres dépôts ? et même, dans l'esprit des vrais patriotes, de quelle utilité pouvaient être des papiers symbolisant la tyrannie et portant l'empreinte des régimes déchus, alors que sur ces ruines les idées nouvelles allaient créer un droit nouveau ?

Cet état d'esprit permet d'expliquer pourquoi certains traités d'annexion, conclus sous le Directoire avec la Prusse, la Sardaigne et Venise, ne contiennent aucune disposition relative à la condition des archives des pays cédés. La clause de livraison des archives est remplacée vis-à-vis des États riches en œuvres d'art, par l'obligation de remettre à la France des statues, des tableaux ou des manuscrits. Ces derniers objets constituaient des valeurs intrinsèques auxquelles ne s'attachait pas, comme aux documents d'archives, le

(1) Procès-verbal de vérification à la Chambre des Comptes de Grenoble, le 23 brumaire de l'an II. *Bulletin de l'Académie Delphinale*, 4^e série, t. 1, p. 8.

souvenir des régimes tyranniques; en les éloignant d'un Etat « où ils étaient souillés par l'esprit de la servitude » (1), et en les déposant « dans la patrie de la liberté et de l'égalité sainte », on les purifiait et on en rendait la vue licite et agréable. Même dans la pensée de quelques envoyés en mission, « ces conquêtes faites en pays étranger devaient réparer les pertes faites en France par le vandalisme (2) ». Jusqu'à quel point ces conquêtes pouvaient-elles être considérées comme légitimes ? question extrêmement discutée ; en tout cas on ne peut contester que la plupart de ces chefs-d'œuvre étaient régulièrement cédés par des traités en bonne règle, et leur revendication eût été difficile après 1815, si les conquêtes de ce genre ne s'étaient pas étendues sous l'Empire à des œuvres d'art et à des monuments d'histoire, enlevés sans juste titre des dépôts et des palais des capitales étrangères.

Le sort des archives et celui des œuvres d'art sont si intimement mêlés à cette époque, qu'il est difficile de ne pas mentionner la tendance de la conquête révolutionnaire à réquisitionner et à rapporter des pays où passaient nos armées, des œuvres d'art, des manuscrits et des livres précieux. « C'était la déplorable contradiction de la politique directoriale d'en appeler

(1) Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. IV, p. 154.

(2) *Ibid.*, p. 154. Lettre de Porties (de l'Oise) envoyé en mission en Belgique et en Hollande.

au patriotisme des peuples conquis, d'invoquer leurs traditions d'indépendance, la gloire de leur passé et de blesser aussitôt ces sentiments à l'endroit le plus douloureux (1) ». L'explication qu'Albert Sorel donne de ces réquisitions d'œuvres d'art, de livres précieux et de manuscrits, aide à comprendre les mesures qui furent pratiquées plus tard à l'égard des Archives publiques des pays étrangers : « De tous les titres d'humanité, écrit-il, que l'on s'était targué, sous la République, de restituer aux peuples, celui-là (le domaine artistique et scientifique) était à la fois le plus précieux et le seul qu'ils n'eussent point perdu, en quelque sujétion qu'ils fussent tombés ; rien ne leur tenait donc davantage à l'imagination et au cœur. Ce sentiment n'entraît pas dans l'esprit des Directeurs pas plus qu'il n'entra jamais dans celui de Bonaparte. Que ce fût l'âme, le génie, l'honneur, le passé des nations conquises que l'on prenait de la sorte, ces nations devaient s'enorgueillir de voir par leurs chefs-d'œuvre consacrer leur union à la grande nation conquérante et souveraine. Leurs grands hommes auraient leur place au Panthéon, leurs ouvrages d'art au Muséum. Plus tard, Napoléon prétendra transporter à Paris leur histoire même, leurs archives. C'est la notion toute romaine qu'on se faisait alors de la conquête, de la république et de la patrie. Comme

(1) Albert Sorel, *op cit.*, vol. V, p. 322.

autrefois Rome, Paris était appelé à devenir la patrie du genre humain : « conquête, République française et patrie se confondaient de la sorte (1) ».

Ce transfert des archives de l'Europe à Paris, conçu et réalisé par Napoléon I^{er}, se fera en dehors de toute clause de traité, sans instrument diplomatique, simplement sur un ordre de l'Empereur. Sous le Directoire et le Consulat, les traités d'annexion signés avec les puissances étrangères contiennent encore, pour la plupart, des clauses relatives à la remise des archives. Ces régimes, qui continuaient la politique extérieure de Louis XIV, conservaient dans leurs chancelleries des fonctionnaires formés par les diplomates de la monarchie : la tradition voulait que les mêmes clauses de style concernant le sort des archives fussent insérées dans les instruments diplomatiques de cette époque.

Le traité de Campo-Formio stipulait (art. 13) la restitution des titres domaniaux et archives des pays cédés, dans l'espace de trois mois. La même restitution devait s'étendre aux plans et cartes des villes et pays conquis et aux papiers militaires enlevés aux états-majors des armées respectives. Le même article était sous-entendu dans le traité de Lunéville (art. 17). L'annexion de Mulhouse se fit normalement et les archives furent laissées à la ville, à charge pour elle

(1) A. Sorel, *op. cit.*, vol. V. p. 73.

de les confier à un garde salarié par la commune (1). Les clauses traditionnelles, concernant la remise des archives dans un délai de trois mois et la faculté d'en demander et obtenir réciproquement des copies, se retrouvent dans le traité du 24 août 1801 conclu entre la France et l'Electeur palatin de Bavière (2) ; les mêmes dispositions sont insérées dans le traité de Paris signé en 1802 entre la France et la Prusse pour la cession de la rive gauche du Rhin et la fixation des indemnités accordées sur la rive droite.

Le délai de trois mois pour la remise des archives des pays cédés est régulièrement spécifié dans tous les traités de l'Empire. Le même article concernant les archives se retrouve presque textuellement reproduit dans le traité de Presbourg (3), le traité de Fontainebleau (4), le traité de Tilsitt (5).

Mais ces clauses étaient purement de style et restaient souvent sans effet. Il fut un temps où le gouvernement français ne se préoccupait guère de leur exécution : son insouciance apparut surtout dans

(1) Traité de 1798 entre la République française et la ville de Mulhausen, art. 11.

(2) Traité de Paris, art. 7. Martens, vol. 9, supplément 2, p. 531-534.

(3) Martens, t. XI. Supplément 5, p. 212-20, art. 16.

(4) Entre la France et la Hollande, 11 nov. 1807, Martens, t. XI, p. 485-488, art. 10.

(5) 9 juillet 1807, Martens, t. XI, supplément 4, p. 441-51, art. 26.

l'exécution du traité de Campo-Formio. L'article 13 de ce traité cédait la Belgique à la France, et cette cession était confirmée par la paix de Lunéville. L'obligation du gouvernement autrichien de restituer toutes les archives que ses ministres avaient emportées de Bruxelles lors de l'invasion française, ne pouvait faire l'objet d'aucun doute. Des ambassadeurs comme Champagny, des ministres comme Lakanal négligèrent d'exiger cette remise, et en 1803 l'Autriche nous fit remettre à peine 125 caisses, soit une portion insignifiante des papiers belges qu'elle avait en sa possession. Ce fut seulement à la suite du transfert de ces archives, de Vienne à Paris, que la France put rendre, après 1814, les 3.000 caisses d'archives politiques, diplomatiques et judiciaires des Pays-Bas autrichiens. Ce fut le principal bienfait qui résulta de la vaste opération entreprise par Napoléon.

La notion romaine de la conquête, chère aux politiques de cette époque et à Bonaparte, si bien décrite par A. Sorel, et qui tendait à la centralisation dans la capitale de l'Empire français de toutes les œuvres d'art et des monuments historiques de l'Europe, suffit-elle à expliquer la décision prise en 1809 par l'Empereur, de réunir à Paris les archives des territoires annexés à l'Empire et des Etats voisins ? En 1808, Napoléon avait fait acquérir l'hôtel Soubise pour y réunir toutes les archives publiques existant à Paris ; un décret célèbre, rendu le 15 mars de la même

année, édictait qu'on devait conserver dans les administrations et les ministères seulement les papiers ayant moins de 50 ans de date. Les fonds d'archives qui furent portés à l'hôtel Soubise étaient considérables : c'étaient toutes celles de l'ancien régime. Mais le Directeur des Archives de l'Empire, le savant Daunou, n'était pas satisfait : il avait la pensée d'augmenter le nombre des documents en réunissant les papiers les plus importants des départements. Cette idée était bien conforme à la doctrine révolutionnaire : elle se trouvait d'ailleurs dans la loi de messidor qui constitue l'acte organique des archives. S'inspirant de l'esprit de cette loi, Daunou fit adresser une circulaire aux préfets des 130 départements français, à l'effet de faire trier et adresser à Paris tous les documents historiques d'un intérêt général, qui se trouvaient dans les dépôts départementaux : en même temps, il envoyait des archivistes en mission, notamment dans le Nord, en Belgique et en Hollande pour entreprendre le dépouillement. Ces projets de centralisation à outrance demeurèrent à peu près à l'état de menace. Mais on conçoit aisément comment ils déterminèrent dans l'esprit de l'Empereur, qui s'intéressait fort aux Archives et à qui les mesures moyennes ne suffisaient pas, l'idée grandiose de faire venir à Paris les Archives de l'Europe. Après avoir soumis les territoires, il lui paraissait logique de réunir les titres, papiers et documents qui en concernaient l'adminis-

tration ou l'histoire (1). La notion romaine de la conquête n'était pas étrangère à la conception d'un projet si extraordinaire. Mais un autre point de vue moins désintéressé en avait favorisé la réalisation. On avait dit à l'Empereur que, depuis la dissolution du corps germanique, il se faisait dans les archives de l'Empire soit pour les ci-devant membres de ce corps, soit pour des particuliers, des recherches tellement considérables qu'elles rapportaient annuellement au delà de 500.000 florins. Il voulut attirer à Paris les relations qui résultaient de ces recherches et faire profiter le Trésor impérial des sommes qu'elles rapportaient. En effet un décret, rendu en 1812, établissait un tarif nouveau pour les recherches, les communications et les expéditions. Telle est la genèse de ce projet qui aboutit à faire transporter à Paris de 1809 à 1813 la plus grande partie des archives du Vatican, celles de Ligurie, du Piémont, de la Savoie et de Genève (1809-1811). Une bonne partie de celles de Vienne (1809) et celles de l'Espagne (1812) vinrent également grossir ce dépôt, qui devait prendre place dans un bâtiment d'une contenance de 100.000 mètres cubes, commencé sur la rive gauche de la Seine entre les ponts d'Iéna et de la Concorde (2).

(1) Lettre de Napoléon au Ministre de l'Intérieur le 15 février 1810, à la suite de sa première visite à l'hôtel Soubise.

(2) Voir de Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon*, 2^e vol. in 8°, Paris, 1905, p. 199-200.

Ces mesures étaient-elles licites ? Dans leur ensemble, non, et c'est négativement que les plénipotentiaires de 1815 tranchèrent cette grave question en faisant restituer aux pays dépouillés leurs archives en même temps que leurs œuvres d'art. D'ailleurs, les discussions auxquelles ces restitutions donnèrent lieu ne visaient pas les archives (1). Celles-ci n'avaient pas été cédées par des traités contrairement aux œuvres d'art qui, la plupart, nous avaient été remises à la suite de conventions régulières, et dont la juste possession par la France pouvait en conséquence être soutenue. Pour les archives, la question se posait autrement, du fait qu'en général et en droit les archives publiques suivent le sort du territoire qu'elles concernent et qu'elles ne constituent pas des richesses d'une valeur appréciable, dont la remise peut remplacer une indemnité pécuniaire.

D'après le droit public nouveau, issu de la Révolution, les fonds d'archives qui n'étaient pas départementaux proprement dits, faisaient partie du domaine public de l'Etat : ce dernier pouvait donc par un acte de sa volonté réunir ailleurs qu'aux chefs-lieux des circonscriptions territoriales, grouper à Paris, s'il le voulait, tous les titres dont il laissait la possession aux départements. Dès lors que l'on pouvait considérer,

(1) Voir le résumé de ces discussions dans Calvo, *Le droit international théorique et pratique*, t. IV, n° 2211.

comme faisant partie du domaine public de l'Etat, les dépôts d'archives publiques des pays annexés au territoire français, depuis le département de l'Elbe jusqu'à celui du Tibre, l'Etat français devait avoir le droit de traiter ces archives comme biens de son domaine public et à ce titre de les réunir dans un dépôt de son choix. C'étaient d'ailleurs les termes de la commission donnée à Daunou par Montalivet, lorsqu'il le chargeait le 13 août 1811 « d'aller examiner les « différents corps d'archives ayant appartenu à des « *Etats séparés*, et reconnaître ceux qui seront susceptibles d'être réunis aux Archives de l'Empire ». En droit strict, on peut donc admettre que Hambourg et Rome étant devenus chefs-lieux de départements français, les archives publiques qui se trouvaient dans ces deux villes pouvaient régulièrement être amenées à Paris, autant qu'elles pouvaient être considérées comme bien du domaine public de l'Etat français. L'exagération fut évidente : mais le principe en vertu duquel on avait transféré les archives de la Belgique, rapportées de Vienne, celles des Pays-Bas recueillies en 1810 après la disparition du royaume de Hollande et celles du Nord de l'Italie, était défendable, puisque ces pays étaient devenus des départements français.

On ne peut expliquer de la même façon le transfert des archives des autres Etats : ces faits constituent incontestablement des abus de pouvoir. Peut-être pour

celles de Vienne, Napoléon était-il fondé à soutenir que le Saint Empire romain ayant disparu et ayant été remplacé par l'Empire français, les titres de l'ancienne chancellerie impériale et du conseil aulique n'avaient plus de raison de rester à Vienne, alors que la plupart des Etats de l'ancienne Diète étaient confédérés sous le sceptre du nouvel Empereur (1). C'est d'ailleurs l'argument que fit valoir un moment le ministre des Affaires Etrangères français en 1814, lorsqu'il s'agit de rendre ces archives. « Pourquoi, de-
« manda Talleyrand, laisser revenir ces archives du
« Saint Empire romain à leur ancienne destination,
« puisque l'Empire germanique n'existe plus et que
« rien ne le remplace ? »

Il était plus facile de justifier le transfert à Paris des

(1) Note de M. de Fahrenberg à Metternich le 18 décembre 1809 : « La diète de la Confédération sera établie à Ratisbonne, mais le Tribunal sera sûrement établi à Paris, où on a aussi déjà transporté les archives du conseil aulique de l'Empire dérobées. Une telle Haute Cour de justice attirera des solliciteurs qui dépenses (*sic*) leur argent à la résidence de ce tribunal. Le tribunal délivrera sans cela ses mandats et jugements au nom de l'Empereur français. Il aura apparemment pour modèle l'ordre du conseil aulique de l'Empire, *mutatis mutandis* ; son code sera le Code Napoléon. Napoléon serait donc ainsi le juge suprême en Allemagne et sans doute aussi le suprême seigneur féodal. Il ne lui manque donc plus que la couronne impériale de l'Allemagne de Charlemagne, son glaive et son ornement sacerdotal. *Archives des aff. Etrangères*, Vienne, 1809.

titres et documents relatifs aux provinces cédées à la France, celui, par exemple, des archives de Venise. La cession de ces archives, comme de celles des pays auxquels l'Autriche renonçait, était conforme aux stipulations du traité de Vienne (1). Il est à remarquer que les hommes d'Etat autrichiens ne protestèrent pas contre l'enlèvement des titres : leurs protestations visaient la méthode irrégulière des Français qui emportaient rapidement tous les documents sans en laisser la liste ni en recevoir décharge. Le prince de Lichtenstein rappelait à cette occasion les principes applicables en la matière : « La tradition des actes, écrivait-il le 12 octobre 1809, ne peut avoir lieu qu'après la cession des provinces qu'ils concernent, une séparation des archives, pour être faite d'une manière régulière, exige la présence de commissaires respectifs »... et il demandait à Metternich d'interposer ses bons offices pour que cet « enlèvement de « papiers et de titres ne se consomme pas, et que tout « reste intact jusqu'à ce que ces actes puissent être « séparés et transmis dans les voies légales et « d'usage (2) ».

(1) Traité de Vienne, 1809, art. 13. Les titres domaniaux, archives, les plans et les cartes des villes et forteresses cédées seront remis dans l'espace de deux mois après l'échange des ratifications.

(2) *Arch. des affaires étrangères*, Vienne, 1809, vol. 384, fol. 413.

Aucune raison plausible ne pouvait justifier l'enlèvement des archives de Simancas (1). L'Espagne était un pays conquis, mais non annexé à l'Empire français : c'était peut-être le fonds auquel Napoléon tenait le plus, parce qu'il contenait la correspondance des Bourbons des divers Etats, mais surtout parce « que
« l'Espagne avait été mêlée à tous les événements du
« xviii^e siècle, et que ces archives lui paraissaient précieuses comme celles de l'Autriche pour éclaircir
« l'histoire du dernier siècle et assigner avec précision la part que ces deux puissances y avaient
« prise (2) ».

En 1814, le grandiose échafaudage s'écroula et le bouleversement territorial, ébauché par le premier traité de Paris et mis au point par le Congrès de Vienne, obligea la France à rendre aux anciens et aux nouveaux Etats les titres et les papiers des territoires qui leur étaient rendus ou donnés. L'article 31 du traité de Paris (30 mai 1814) stipulait : les archives, cartes, plans et « documens quelconques appartenant aux
« pays cédés, ou concernant leur administration, seront fidèlement rendus en même temps que le pays,
« ou, si cela était impossible, dans un délai qui ne

(1) Sur les archives espagnoles de Simancas et leur transfert à Paris, cf. Constans. *Simancas. Revue historique*, t. XCVI, 1907.

(2) Rapport à l'Empereur adressé de Vienne, le 3 octobre 1809. *Archives des aff. Etrangères*, Vienne, vol. 384.

« pourra être de plus de six mois après la remise des
« pays mêmes ».

Mais bien avant la signature de ce traité, dès le 19 avril, le lieutenant général du royaume avait signé un arrêté par lequel il ordonnait la restitution au Pape de tous les objets à l'usage de Sa Sainteté pour l'exercice du Souverain Pontificat. Le 27 du même mois, Beugnot, commissaire provisoire à l'Intérieur, désignait les employés italiens chargés de prendre livraison des archives du Vatican (1). De son côté, Talleyrand faisait rendre à l'Espagne les archives de Simancas (2). Hauterive qui avait été chargé, quatre ans auparavant, d'aller recueillir les archives hollandaises, pensa qu'il était de son devoir de les restituer, et il les fit reporter intactes à la Haye par l'agent hollandais qui les avait accompagnées à Paris en 1810 (3). En même temps, le conseiller de légation Fabricius, délégué des Pays-Bas, prenait livraison des 3.000 caisses d'archives belges que nous avions rapportées de Vienne en 1809. On renvoya en Autriche les archives de la Chancellerie et du Conseil Aulique : on rendit également les archives italiennes de

(1) L. Delisle, *Journal des Savants*, juillet-août 1892.

(2) L'ordre fut suspendu pendant les Cent Jours et exécuté seulement en 1816. Mais on garda à Paris les archives qui concernent plus spécialement la France.

(3) De Montor, *Vie du comte d'Hauterive*, Paris, 1839, in 8°, p. 369.

la Vénétie, qui revenaient de droit à l'empereur d'Autriche, nouveau souverain de ce pays. Le Grand Duc de Bade recevait les archives du Brisgau et une partie de celles de l'évêché de Bâle. Les autres archives qui avaient été enlevées de Vienne en 1806 devaient également être restituées : on attendait seulement de savoir à qui seraient donnés les territoires de l'ancien Empire pour pouvoir répartir définitivement les titres qui les concernaient.

Ces restitutions furent faites de très bon gré par le gouvernement royal : Louis XVIII avait d'ailleurs décidé de rendre tout ce qui n'avait pas été emporté d'après les conventions et les traités : c'était le cas de la plupart des archives. Il s'empressait de restituer aux états étrangers leurs titres qui leur revenaient de droit et que d'ailleurs le traité de Paris l'obligeait à leur rétrocéder, avec l'arrière-pensée de pouvoir garder les collections bien plus précieuses des œuvres d'art qui nous avaient été cédées par traités. Le peuple, de son côté, ne s'apercevait pas de la perte des archives qui ne l'intéressaient guère : il eût été plus sensible à la disparition des œuvres d'art qui ornaient les musées et qui étaient les monuments les plus durables et les plus sensibles à la gloire de nos armées. Le Roi obtint le résultat qu'il attendait : les alliés furent peu exigeants. Comme Metternich proposait, lors de la discussion des clauses du premier traité de Paris, un article spécial relatif à la restitution des œuvres

d'art, Talleyrand lui répondit : « Si vous vous rappelez que les alliés ont déclaré dès l'origine qu'il ne devait point y avoir de retour sur les collections des musées et objets de cette nature, vous admettez que l'article est inutile ». C'est en effet dans le règlement de cette question que parut l'article des bonnes grâces et des ménagements, négativement à la vérité, mais de façon très notable : « les objets d'art conquis depuis 1795 furent cédés à la France : c'étaient les trophées que les peuples vaincus étaient le plus jaloux de recouvrer : c'étaient ceux aussi dont la France était la plus fière ; elle les conserva (1) ». Mais le geste généreux des alliés ne se renouvela pas en 1815 : en dehors de toute convention, sans accord préalable, à la suite d'un échange de notes sans résultat entre Castlereagh et Talleyrand, Blücher et Wellington purent satisfaire librement leur esprit de vengeance : les troupes alliées procédèrent brutalement et sans contrôle à l'enlèvement des œuvres d'art qui prirent le chemin de l'Italie, des Pays-Bas et de l'Allemagne (2).

(1) A. Sorel, *op. cit.*, tome VIII, p. 349.

(2) Voir à ce sujet : H. Houssaye, *1814 et 1815* ; Vaulabelle, *Histoire de la Restauration*, tome III, *passim* ; Talleyrand, *Mémoires*, tome III, p. 236-237 et 266-279 ; Schlitter, *Der zurückstellung der Archiven... dans les Mitteilungen des Instituti für österreichische Geschichtsforschung*, t. XXII, année 1901, p. 108-122 ; chancelier Pasquier, *Mémoires*, volume II, p. 436-437.

Quant aux archives, conformément aux principes admis et généralement appliqués, elles avaient été livrées aux Etats possesseurs des territoires respectifs auxquels elles se référaient. Des commissaires furent envoyés à Paris par l'Autriche, la Prusse, l'Angleterre et la Russie pour assurer l'exécution de l'article 31 du traité de Paris. Le même principe avait été appliqué pour la répartition des archives qui avaient été centralisées à Cassel sous le régime westphalien : par un traité secret signé à Francfort le 2 décembre 1813, l'Autriche et ses alliés convenaient avec l'Electeur de Hesse de nommer une commission chargée de séparer les papiers, actes et documents appartenant aux provinces qui composaient le royaume de Westphalie, et de remettre à chaque souverain celles des pays qui rentraient sous sa domination (1).

La tentative de centralisation des archives de l'Europe avait été faite au mépris des principes admis avant la Révolution ; mais on ne peut nier qu'il résulta de cet excès certains avantages : la Belgique notamment put, grâce à ce mouvement, recouvrer les titres qui lui appartenaient et qui sans cela seraient sans doute restés au pays autrichien. Les plénipotentiaires furent tous d'accord pour effacer les traces de l'abus de pouvoir qui avait enlevé à des nations leurs archives publiques, et pour reconnaître le droit d'un

(1) Martens, *op cit.*, t. XII, p. 651-654.

Etat à posséder ses titres et à ne s'en voir dépouiller que d'une façon régulière. Napoléon avait exagéré l'étendue des droits que lui donnait l'annexion en matière de livraison des archives publiques des Etats conquis, confédérés ou alliés : le retour aux règles admises à ce sujet fut proclamé par le traité de Paris : le xix^e siècle ne devait guère s'en écarter.

CHAPITRE V

LES ANNEXIONS ET LA REMISE DES ARCHIVES DE 1815 A 1871

I. — Avant 1860.

Les puissances signataires du traité de Paris de 1814 avaient admis le principe de la remise des archives publiques aux Etats maîtres des territoires auxquels elles se réfèrent : elles ne pouvaient manquer de l'appliquer dans les divers accords séparés qui furent signés au lendemain du Congrès de Vienne.

Plusieurs conventions entre Etats voisins réglèrent le sort des archives des pays cédés ou échangés. Le roi de Sardaigne, qui avait dû céder quelques communes à l'état de Genève, « s'engageait à remettre à « ce dernier tous les titres, terriers et documents « concernant les choses cédées, le plus tôt que faire « se pourra (1) ». Le traité de cession et d'échange

(1) Traité du 29 mars 1815, art. 4. Martens, t. XIII, p. 177-170.

conclu le même jour, entre le roi de Prusse et le roi d'Angleterre, roi de Hanovre, fixait à deux mois le délai dans lequel devait avoir lieu la remise « réciproque des titres domaniaux, documents et papiers des pays cédés (1) ». Il est à remarquer que ce sont les conventions signées par la Prusse qui contiennent à l'endroit de la remise des archives les stipulations les plus explicites. Particulièrement, une clause très détaillée réglait la question des archives que le royaume de Saxe devait lui remettre à la suite du démembrement que le Congrès de Vienne avait imposé à cet Etat au profit de la Prusse : « La séparation des archives devait se faire de la manière suivante : 1° Les titres domaniaux, documents et papiers se rapportant exclusivement aux provinces, territoires ou endroits cédés *en entier* par S. M. le Roi de Saxe à S. M. Prussienne, seront remis dans le terme de trois mois à dater du jour de l'échange des ratifications, aux commissaires prussiens. La remise des plans et cartes des forteresses, villes et pays se fera de la même manière et dans le même terme ; 2° Là, où une province ou territoire ne passe *pas en entier* sous la domination prussienne, les documents qui en regardent la totalité seront remis aux commissaires prussiens ou resteront à la

(1) Traité du même jour entre la Prusse et le Hanovre, art. 8. Martens, *ibid.*, p. 346-324.

« Saxe selon que la plus grande ou la plus petite par-
« tie de la dite province ou territoire a été cédée,
« celle des deux parties à qui passent ou restent les
« originaux, s'engage à fournir à l'autre des copies
« légalisées ; 3° Quant aux actes et papiers, qui, sans
« se trouver dans l'un ou l'autre des deux cas mention-
« nés, sont d'un commun intérêt pour les deux par-
« ties, le gouvernement saxon en conservera les ori-
« ginaux, mais il s'engage à en faire délivrer à la
« Prusse des copies légalisées. Les Commissaires
« prussiens seront mis en état de pouvoir juger les-
« quels de ces derniers actes, documents et papiers
« pourraient avoir de l'intérêt pour leur gouverne-
« ment (1) ».

On ne pouvait être plus précis et cette répartition était conforme aux règles admises en la matière. La Prusse était décidée à pousser jusqu'à leur extrémité les conséquences du principe : la même préoccupation de ne rien laisser à l'Etat démembré de ce qui peut lui être enlevé en fait d'archives, apparaît dans le traité de limites qu'elle signa l'année suivante avec les Pays-Bas : « Les archives, cartes et autres documents
« relatifs à l'administration des mairies ou communes
« qui, en vertu du présent traité, passeront d'une do-
« mination sous l'autre, seront remis aux nouvelles

(1) Traité de Vienne du 18 mai 1815, art. 7, Martens, *op. cit.*, t. XIII, p. 272-84.

« autorités en même temps que les territoires. Même
« au cas qu'une partie de commune ou de mairie seu-
« ment fut eschangée ou cédée, les archives resteront
« à la partie où se trouve le chef-lieu, à charge d'y
« donner accès à l'autre partie, chaque fois qu'elle
« en aura besoin (1) ». Le traité de délimitation qui
déterminait le territoire respectif de la Russie et de la
Prusse dans l'ancienne Pologne contenait un article
analogue : « Tous les documents, plans, cartes ou
« titres quelconques, qui pourraient se trouver dans
« les archives de l'une ou de l'autre des parties con-
« tractantes, seront réciproquement restitués à la
« Puissance dont ils concernent le territoire. Si un
« document de ce genre a un effet commun, la partie
« qui en est en possession le conservera, mais il en
« sera donné à l'autre une copie vidimée et léga-
« lisée (2) ». Cet arrangement devait se faire en de-
hors du concours des commissaires dont il n'est pas
question dans le traité, mais la nomination de com-
missaires spéciaux était jugée indispensable pour le
même partage des archives qui fut opéré l'année sui-
vante, lors de la signature du traité de limites entre
la Prusse et la Suède (3).

(1) Traité entre la Prusse et les Pays-Bas signé à Clèves le
7 oct. 1816, art. 44. Martens, t. XIV, p. 45-50.

(2) Traité de Vienne du 3 mai 1815, art. 38. Martens,
t. XIII, p. 247.

(3) Traité de Berlin du 11 nov. 1817, Martens, t. XV, p. 14.

On a vu plus haut que la France avait remis au délégué des Pays-Bas les archives de la Belgique, revenues de Vienne à Paris, en même temps qu'elle rendait celles que l'administration impériale avait fait apporter de Hollande. Après 1815, les archives belges furent conservées à Bruxelles : toutefois, le gouvernement central des Pays-Bas avait dans sa capitale les titres et documents modernes concernant l'administration des provinces belges. Le traité de Londres du 15 novembre 1831, qui fixait la délimitation du nouveau royaume de Belgique, stipulait (art. 10) : les Commissaires hollandais et belges... qui doivent se « réunir dans la ville d'Utrecht... procéderont à l'ex-
« tradition des archives, cartes, plans et documents
« quelconques appartenant à la Belgique ou concer-
« nant son administration » (1).

Cette dernière formule se retrouve répétée, à peu près dans les mêmes termes, dans les traités d'annexion qui ont été signés depuis cette date : les documents administratifs des territoires cédés sont toujours remis par l'Etat cessionnaire. La France exigea ceux de la Savoie en 1860, comme elle les avait exigés de l'Autriche en 1859 pour la Lombardie italienne(2) ; comme l'Allemagne devait garder et réclamer en 1871 tous ceux qui concernaient l'administration des pays cédés.

(1) Martens, *Nouveau recueil*, t. XI, p. 399.

(2) Traité de Zurich du 10 nov. 1859. De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. VII, p. 647.

**II. — La remise des Archives de la Savoie et de
Nice (1860) (1).**

Le traité de Turin qui cédait la Savoie et Nice à la France fut signé le 24 mars 1860. Il était stipulé (art. 3, 4 et 5) que des commissions mixtes devaient déterminer la frontière et toutes questions incidentes. La question des archives était une de ces dernières.

L'opinion publique en Savoie avait des raisons de s'en préoccuper avant même que la commission mixte, chargée de régler les conditions de la remise des archives, fût instituée. Au début du mois de mai 1860, un avocat de Chambéry, M. Laracine, dans une lettre adressée au sénateur Laity, chargé de prendre possession de la Savoie au nom de l'Empereur, se faisait l'interprète de ses concitoyens pour la revendication des archives historiques de sa province. Un inspecteur général des archives, Fr. Wey, à qui cette lettre fut communiquée, en fit l'objet d'un rapport au ministre

(1) L'utilisation de la correspondance de Francis Wey, qui fut délégué par le gouvernement français pour régler, avec le représentant de la Sardaigne, la question des archives des pays cédés à la France, a permis de donner à ce chapitre un certain développement. L'exposé détaillé des travaux préparatoires à la conclusion de l'article 10 de la convention du 20 novembre 1860, permettra de se rendre compte de l'importance et de la difficulté des négociations de ce genre.

de l'Intérieur (12 mai 1890) : « La réclamation, écrivait-il, dont cette lettre prend l'initiative relativement à la revendication des archives françaises de la Savoie, ne serait prématurée que si elle avait pour résultat d'engager l'administration à devancer les événements au lieu de la mettre à même de les suivre de près pour assurer la favorable issue de l'objet de la requête. La question a été si bien posée par M. Laracine, qu'il suffira d'appuyer ses conclusions en peu de mots : « Il est d'usage et de droit que les titres d'une propriété soient remis à son acquéreur, toute la cause se résume dans ce peu de mots ». Francis Wey exposait les avantages que les érudits et les savants de la Savoie retireraient de la présence des titres de leur histoire dans leur capitale. En même temps, il complétait les desiderata de M. Laracine en indiquant au Ministre qu'outre les archives de la Chambre des Comptes de Chambéry, « monuments qui retracent des époques où la Savoie a été française, et qui deviennent indispensables pour une foule de questions concernant les propriétés et le domaine public, Turin possédait d'autres documents, qui, même avant l'annexion, laissaient une lacune dans nos dépôts d'archives... Les gens de la Savoie ne l'ignorent point : ils se sentaient français, ils tiendront aux preuves écrites qui reculent la date et justifient le sentiment de cette nationalité ».

L'intérêt que Wey témoignait à cette question le

signalait à l'attention du ministre pour le jour où il faudrait procéder à son règlement. Le 11 juin, le gouvernement sarde ayant fait savoir que le comte de Pollone, sénateur, se rendait en mission auprès du gouvernement français, et muni de pleins pouvoirs pour régler les questions relatives à la remise des Archives de la Savoie et de l'arrondissement de Nice, Francis Wey fut désigné par le Ministre comme commissaire chargé de représenter les intérêts français dans le règlement de ces questions.

Il semblait qu'il ne devait donner lieu à aucune difficulté. Comme le délégué sarde avait reçu en outre la mission de « réclamer la faculté de retirer des différentes archives publiques, les documents relatifs à *la famille de Savoie* ou à des *intérêts généraux* du Royaume », Fr. Wey fut chargé « d'examiner quels « seraient parmi les documents d'intérêt général qui « seront conservés par le gouvernement sarde ceux « dont il serait utile de garder des calques et des « copies ». C'était de la part du gouvernement français accepter d'avance le principe de la restitution des documents d'intérêt général du royaume. D'ailleurs les instructions ministérielles que notre délégué avait reçues étaient plus précises : elles se résumaient en ces deux lignes que Wey lui-même a reproduites en tête de sa correspondance relative à cette affaire : « Se montrer facile, indifférent, mais proposer une note ». Le ministère des affaires étrangères, consulté, acquies-

çait pleinement au principe de la reprise par le gouvernement sarde des papiers qu'il sollicitait ; il invoquait seulement la restriction posée par l'article 38 du traité du 3 mai 1815, entre la Russie et la Prusse et établissait que « sans contester au gouvernement cédant le droit de reprendre les archives, papiers, documents, cartes, etc... qui sont pour lui d'un intérêt général, le gouvernement cessionnaire a le droit de garder des copies et des calques ». Le même ministère faisait observer judicieusement au sujet des papiers que le Gouvernement sarde voulait conserver, qu'il pouvait s'en trouver de nature à intéresser le Ministère de la Guerre ou le Ministère d'Etat, et qu'il y avait, par conséquent, convenance à les prévenir de la restriction que le gouvernement cessionnaire pouvait, d'après l'usage établi, apporter au droit du cédant.

Mais avant de fixer des restrictions aux droits du gouvernement sarde, ne convenait-il pas de connaître l'étendue de ces droits, et ne fallait-il pas déterminer d'abord ce qu'il nous céderait, pour être en mesure de lui permettre de garder ce qu'il demandait. La question, telle que la posait le Ministre, isolément présentée des principes qui établissaient le droit de la France à un point de vue plus général, risquait de substituer, par une dangereuse méprise, l'exception à la règle commune. Cette observation n'avait pas échappé à Fr. Wey. A la première entrevue qui eut lieu le 19 juin, avec le délégué sarde, il fit un exposé

général de la question : « le droit commun qui règle la répartition des archives est fondé sur ce principe que, tous les titres d'une propriété doivent être remis à son acquéreur. Les archives tant anciennes que modernes de la Savoie et du pays de Nice doivent donc rester ou être rendues à la France. Puis il abordait l'exposé de la question spéciale sous une forme plus simple et plus logique : Quels peuvent être les documents relatifs à la famille de Savoie ou à des intérêts généraux du royaume, revendicables par le gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne ? Au point de vue général, ce seraient les archives d'Etat. Au point de vue particulier, les titres de famille. Or, d'archives d'Etat concernant le royaume de Sardaigne, il n'y en avait pas à Chambéry ni à Nice : on avait tout transporté à Turin, même celles de la Cour des Comptes de Savoie qui devaient nous être rendues. Donc, la France ne possédant aucun des documents désignés par le Gouvernement sarde, sous le titre de papiers relatifs à des intérêts généraux du Royaume, n'avait pas à les restituer. Quant aux titres de famille, cette catégorie, confuse au premier abord, ne se révèle à l'esprit en cette matière que sous la forme de quelques pièces détachées, oubliées par hasard dans d'anciennes résidences, car, de toute évidence, les titres qui concernent exclusivement la famille régnante l'ont suivie dans la capitale de ses Etats. S'il s'agit de documents relatifs à des domaines privés, ils n'ont probablement

pas été versés dans des dépôts publics, et rentrent dans la condition des dossiers concernant les propriétés ordinaires. Ces titres de famille ne se présentant nulle part en Savoie sous la forme d'un dépôt d'archives spécial, homogène, nous ne sommes pas en état de livrer des fonds quelconques justifiant la désignation de *titres de famille*.

Il importait de s'entendre sur ce point où résidait tout le péril de la question. « Ces termes, disait Fr-Wey, *papiers intéressant généralement le royaume*, titres de famille peuvent tout embrasser ou se réduire à presque rien, selon le point de vue où l'on se place, et si nous néglignons de préciser, l'incertitude laisserait prise à des difficultés sans nombre. Les maisons souveraines ont, par la série de leurs actes publics, créé plus de la moitié des archives des pays où elles ont régné ; mais elles n'ont à peu près point d'archives particulières. Qu'est-ce, par exemple, que les archives de la famille capétienne ? C'est la collection des arrêtés, des ordonnances, des lettres patentes, des privilèges que des rois ont octroyés à des seigneurs, à des provinces, à des communes, à des établissements religieux ou laïques. Ces archives appartiennent à ceux qui les ont reçues : elles constituent l'histoire administrative, politique et territoriale de la France. Mais ces souverains eux-mêmes, ont-ils reçu des privilèges, des inféodations, des brevets, des titres, des apanages dans leur empire ? Sauf des exceptions bien rares, non.

Non, puisqu'ils étaient les suzerains de la terre et que les grâces, la justice, l'administration, les emplois, les concessions, tout procédait d'eux et s'accomplissait en leur nom sous leur autorité. On pourrait donc sans inconvénient s'engager à accorder sans réserve au gouvernement sarde ce qu'il réclame d'une manière générale, à savoir : les titres de famille et les documents relatifs aux intérêts généraux du royaume, si ces désignations trop complexes répondaient à un ensemble de titres nettement séparés et n'étaient susceptibles d'une interprétation indéfiniment étendue. »

Le délégué sarde ne fit aucune objection à cet exposé : il reconnut que quantité de documents tant anciens que modernes, exclusivement relatifs aux pays annexés, devaient être rendus à la France comme titres afférents à sa nouvelle propriété ; sur le second point il ne précisait aucune réclamation, disant qu'il ignorait aussi bien que nous la nature, le nombre et l'importance des titres dont son gouvernement pourrait désirer la remise. Enfin, il certifiait qu'avant de quitter la Savoie et Nice, le gouvernement sarde n'avait rien enlevé des dépôts publics et qu'il les avait laissés nantis de tous les papiers qui s'y trouvaient avant la cession de ses provinces. Avec une courtoisie parfaite, il abandonnait, disait-il, la solution de cette affaire à la bienveillance du gouvernement français avec une confiance absolue ; il comprenait à merveille que le

dépouillement des papiers non classés demandait un certain temps ; il se bornait à solliciter qu'un inventaire fut dressé par l'administration française, qui voudrait bien mettre à part les papiers de nature à être rendus. On procéderait de même à Turin, et des commissaires spéciaux envoyés par chacun des deux pays iraient se concerter avec leurs administrations réciproques pour la prise de possession. Le délégué sarde concluait en remettant une note rédigée par lui dans les termes ci-après :

1° « Le Gouvernement français s'engage à faire rédiger sans délai un inventaire des archives publiques existant en Savoie, et dans l'arrondissement de Nice et à remettre au Gouvernement sarde tous les titres relatifs à la famille royale, ainsi que tous autres qui peuvent avoir un intérêt général pour le royaume de Sardaigne.

2° De son côté, le gouvernement sarde s'engage à faire rechercher dans les archives publiques du royaume les titres et documents qui peuvent intéresser la partie des territoires cédés à la France, et à les lui remettre aussitôt que faire se pourra.

3° Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, sur la demande des autorités administratives supérieures, tous les documents et informations relatifs à des affaires concernant à la fois le royaume de Sardaigne et les territoires annexés. »

Cette rédaction avait le défaut d'être trop générale. Fr. Wey estima que la convention serait plus aisément applicable si l'on en précisait davantage les limites et la portée ; aussi proposa-t-il le texte suivant :

« 1° Le gouvernement s'engage à faire rédiger sans délai des inventaires spéciaux de chacun des dépôts publics d'archives existant soit en Savoie soit dans l'arrondissement de Nice, et à remettre au gouvernement sarde les titres ou documents qui peuvent concerner d'une manière *personnelle* et *spéciale* la famille royale, ainsi que tous ceux qui peuvent intéresser exclusivement, à un point de vue général distinct des territoires annexés, le royaume de Sardaigne.

2° De son côté, le Gouvernement sarde abandonnera ou remettra à la France, après un récolement opéré sans délai, les documents et titres constituant les archives des diverses juridictions et administrations civiles ou religieuses des territoires annexés.

Les titres, cartes et plans des places, châteaux et forteresses, ainsi que les plans terriers et cadastraux des pays cédés restent et demeurent acquis au gouvernement cessionnaire.

3° La propriété des documents relatifs à des affaires concernant à la fois le royaume de Sardaigne et les pays annexés, restera acquise à celui des deux Etats qui les aura originairement reçus au siège d'une administration, d'un établissement ou d'un domaine situés dans son territoire.

Cependant, pour les titres et documents de cette nature, comme pour tous autres, les deux Gouvernements s'engagent mutuellement sur la demande des autorités supérieures administratives, politiques ou judiciaires, à livrer et laisser prendre les copies et les calques des pièces, dossiers ou plans dont chacun des deux pays pourrait désirer la communication.

4° La remise, par la France au gouvernement sarde des documents de nature à lui être rendus conformément aux réserves du 1^{er} paragraphe, devra suivre le plus promptement possible la réintégration aux archives de la Savoie, des titres et documents relatifs aux territoires annexés. »

Ce dernier alinéa obligeait le gouvernement sarde, avant même qu'il eût reçu de nous les documents auxquels il pouvait avoir droit après examen, à nous remettre ceux qu'il devait céder. Le rédacteur tenait beaucoup à cette disposition et avec raison, car sans elle, sous prétexte d'attendre la remise par nos agents des titres de famille et autres, dont l'existence ne devait être démontrée qu'à la suite des inventaires, le Gouvernement piémontais aurait pu longuement ajourner, à notre détriment, la remise de documents indispensables aux diverses administrations françaises, pour l'organisation des trois départements nouveaux. Fr. Wey, en soumettant ce nouveau texte au ministre de l'Intérieur, attirait toute son attention sur cette négociation, une des plus essentielles parmi les ques-

tions de détail, une des plus délicates et des plus sérieuses par les conséquences, dans un avenir illimité. « Si les bases de l'opération, ajoutait-il, étaient mal posées et l'exécution des mesures auxquelles elle donnera lieu, suivies par des agents inexpérimentés, il en résulterait des lacunes qui entraîneraient après elle beaucoup de confusion, des pertes énormes pour les administrations ».

Le Président de la Commission, M. de Vuitry, à qui cette note fut communiquée, en approuvait les termes : il se contenta d'ajouter à la fin du premier alinéa ces quatre mots : « dans son état actuel ». Le texte devenait : «... ainsi que tous ceux qui peuvent intéresser... le royaume de Sardaigne dans son état actuel ». Cette addition, qui ne présentait aucun inconvénient pour le gouvernement piémontais, était faite pour prévenir des réclamations mal fondées auxquelles le Gouvernement français n'aurait pu obtempérer. Au 3^e paragraphe, il proposait de changer le mot « originellement » par « primitivement », estimant que ce dernier adverbe ajoutait de la clarté au sens sans l'altérer. La phrase de ce paragraphe était donc rédigée ainsi : « La propriété des documents, concernant à la fois et le royaume de Sardaigne et les pays annexés, restera acquise à celui des deux pays qui les aura *primitivement* reçus au siège d'une administration ».

C'est ce texte qui fut présenté au délégué sarde.

Mais ce dernier ne voulut pas prendre sur lui de l'accepter ni de le refuser : il fit une réponse évasive et exprima le désir de consulter ses collègues à ce sujet.

Les dispositions d'ailleurs s'étaient modifiées. « Systématiquement en garde contre toute combinaison qui ne semblait pas absolument contraire à nos intérêts, M. le Commissaire de la Sardaigne prétendait conserver ou recouvrer tout ce qu'il appelait *documents historiques*, et il donnait à cette désignation un sens si large qu'il aurait enveloppé à peu près tous les titres relatifs à la propriété des pays acquis par la France. » Chaque fois que Wey voulut combattre cet étrange système, le délégué se repliait avec la plus adroite humilité sur son défaut de connaissance pratique de la matière. Un instant, il proposa de prendre pour base l'article du traité de Zurich relatif à la remise des archives ; mais Wey s'y refusa, estimant que cette rédaction réduite à des généralités diplomatiques aurait, vu les dispositions manifestées par le délégué de l'Etat cédant, de graves inconvénients.

A la demande de Fr. Wey, le ministre de l'Intérieur avait rédigé le pouvoir du délégué français, de façon à rassurer pleinement les inquiétudes du délégué sarde : « Bien que la note, était-il dit dans ce pouvoir, réduite aux termes au delà desquels M. de Pollone n'a pas cru devoir s'engager, me semble spécifier nos droits d'une manière moins explicite peut-être que ne

le sont ceux de la Sardaigne ; cependant, comme de part et d'autre elle exprime des dispositions conciliantes, et nous permet l'assurance de conserver ou de recouvrer les documents ordinaires de nos archives, utiles pour la plupart à l'administration des départements, je vous autorise conjointement avec M. de Pollone investi comme vous d'un plein pouvoir à cet effet, à signer cet article comme délégué. » Mais le délégué sarde se récusa, prétextant d'abord qu'il devait transmettre à son gouvernement le projet présenté par Wey, « parce qu'il s'agissait d'une matière délicate et sur laquelle il n'avait aucune connaissance spéciale ». Ceci était exact : il était si peu au courant de ces questions, qu'il était disposé à s'inquiéter même au sujet de ses propres demandes dès que son collègue français y paraissait favorable. Puis il expliqua que sa signature ne devait être échangée que contre celle du Président de la Commission, investi comme délégué du Gouvernement français, pour toutes les questions internationales, d'un mandat analogue au sien. Wey, un peu surpris de cette attitude, se rendit compte que le délégué sarde désirait écarter le concours d'un agent spécial, ou du moins éviter de se lier pour agir sans obstacle sur M. de Vuitry, dont il espérait obtenir des conditions plus favorables. Dans le fond, il voulait gagner du temps. Malgré cet incident, la négociation se poursuivait ; Wey multipliait les conférences afin d'arriver à pénétrer la pensée réelle

et inquiétante de son collègue. Bientôt il démêla que le gouvernement sarde l'avait engagé à éviter de livrer les *archives historiques* de la Savoie, et que sous cette désignation élastique il n'était pas éloigné d'impliquer tous les titres antérieurs à l'année 1860. D'autre part, il redemandait dans les termes les plus complexes tout ce qui, sous des prétextes plus ou moins spécieux, pouvait être recouvré par la Sardaigne. Voici comment Fr. Wey expose lui-même dans son rapport la suite des événements :

« Lorsqu'enfin, la discussion eut assez éclairci les points contestés pour ne laisser à M. de Pollone aucune objection justifiable contre la rédaction concertée, renouçant tout à coup au bénéfice de ses pleins pouvoirs, il tira de l'ombre deux collègues invisibles qui lui sont adjoints et à qui il prétendait devoir tout soumettre avant de rien accepter. C'étaient M. Michele Angiolo Castelli, Directeur Général des archives de Turin, et le chevalier Pulciani employé au même dépôt.

Il leur remit donc la note ci-dessus. On me la rendit quelques jours après, en demandant à la fin du 1^{er} paragraphe, la suppression de ces mots, « dans son état actuel », et, à la troisième ligne du 3^e paragraphe, la radiation du mot « primitivement » ce qui rendait peu intelligible et dangereux tout l'alinéa.

Je répondis que j'acquiesçais, sauf ratification de Votre Excellence et de M. de Vuitry; puis j'allais

voir aussitôt M. de Vuitry pour le mettre au courant de la question, prévenir toute surprise et m'éclairer sur la conduite à tenir.

Quand je rendis compte à M. de Pollone de cette démarche et de notre intention de maintenir les mots supprimés par ses collègues, M. de Pollone demanda à les consulter de nouveau. Peu de jours après, il adressait à Fr. Wey une lettre par laquelle il lui déclarait que ses collègues et lui renonçaient à accepter la note sur laquelle on discutait depuis deux semaines.

« Douze jours s'écoulèrent, après lesquels redoutant que M. le délégué sarde n'eût essayé de me mettre à l'écart pour présenter directement un nouveau projet à M. Vuitry, j'allai voir ce dernier que je trouvais occupé à m'écrire. M. de Pollone lui avait remis la veille une nouvelle note émanée du gouvernement sarde en l'engageant à me la communiquer. Je priai M. Vuitry de ne rien conclure sans moi au sujet des archives et j'attendis que M. de Pollone voulût bien, comme il me l'avait promis, me saisir directement lui-même de la question. Il se décida à m'écrire quelques jours après. Voici quel était son projet d'article :

« Les Archives contenant les titres de propriété et documents administratifs et de justice civile relatifs à la Savoie et à l'arrondissement de Nice, qui peuvent se trouver entre les mains du gouvernement sarde seront

remis, aussitôt que faire se pourra, au gouvernement français.

Réciproquement, le gouvernement français s'engage à remettre au gouvernement sarde les titres et documents relatifs à la famille royale de Sardaigne ainsi que tous autres qui ont un intérêt direct et général pour le Royaume Sarde, et qui pourront se trouver dans les provinces cédées à la France.

Les deux gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, et sur la demande des autorités administratives supérieures des deux Etats, tous les documents relatifs à des affaires concernant à la fois le royaume de Sardaigne et les territoires annexés à la France ».

« Ce projet, écrit Wey, ne pouvait pas me satisfaire : 1° Nos légitimes revendications étaient loin d'être stipulées ; 2° Celles de la Sardaigne étaient exagérées : il fallait lui rendre, outre les titres relatifs à la famille royale, « tous autres qui ont un intérêt direct et général pour le royaume Sarde » ; 3° Le troisième paragraphe était trop vague ; 4° Enfin, la question de priorité restait indécise, tandis que, dans le projet antérieur il avait été stipulé que tout nous serait rendu par la Sardaigne avant que nous ne fussions tenus à lui rien rendre ; cette clause, en la plaçant dans notre dépendance, nous laissait sans risque de représailles, juges de l'opportunité des réclamations de la partie adverse et pouvait seule nous

permettre d'accepter sans péril une rédaction nécessairement un peu moins explicite que je ne l'aurais souhaité ».

Dans ces conjonctures, Fr. Vuitry engagea cependant M. Wey à accepter la forme donnée par le gouvernement sarde au nouveau projet et à l'amender quant au fond, sans y opposer un texte radicalement distinct qui donnerait prise à d'éternelles discussions. C'est ce que fit le délégué français.

En ajoutant « les documents religieux » à la désignation des divers papiers que devait nous remettre le gouvernement sarde, en rétablissant le paragraphe 4 qui l'obligeait à nous rendre, avant de rien recevoir, les titres relatifs aux pays cédés, l'article comprenait l'ensemble des choses et garantissait nos droits. Il fallait non seulement faire accepter ces modifications, mais changer le troisième paragraphe et obtenir au second la suppression totale de la clause qui nous eût obligés à rendre, outre les titres relatifs à la famille royale « tous autres qui ont un intérêt direct et général pour la Sardaigne ».

Fr. Wey rédigea sur ces bases un nouveau projet en se tenant aussi près que possible du canevas sarde, et, au lieu d'en effacer la clause dont il désirait la suppression, il la fit figurer également à notre profit dans le paragraphe qui stipule nos propres reprises. Puis, dans la dernière conférence qui eut lieu le 29 juillet, et où ces propositions furent discutées, il

exigea le maintien de cette condition, en alléguant que si elle était équitable en faveur de la Sardaigne, la réciprocité ne devait pas l'être moins.

Comme il était à prévoir, le délégué sarde aima mieux renoncer au bénéfice de la clause que de la partager avec la France : en quoi il se méprit, car ce passage trop avantageux pour lui, nous était parfaitement inutile. On le raya donc dans l'un et l'autre paragraphe, et le projet tel que Wey l'avait modifié, fut adopté dans son ensemble et signé par les deux délégués. Il devint l'article 10 de la convention du 20-21 novembre 1860 :

« Les archives contenant les titres de propriété, les documents administratifs, religieux et de justice civile relatifs à la Savoie et à l'arrondissement de Nice, qui peuvent se trouver entre les mains du gouvernement sarde, seront remis au gouvernement français.

Réciproquement, le gouvernement français s'engage à remettre au gouvernement sarde les titres et documents relatifs à la famille royale de Sardaigne qui pourront se trouver dans les provinces cédées à la France.

Les deux Etats s'engagent mutuellement à échanger des renseignements, des copies ou des calques, sur la demande des autorités supérieures de l'un ou de l'autre pays, pour tous les documents relatifs à des affaires concernant à la fois le royaume de Sardaigne et les territoires annexés à l'Empire.

La remise par la France au gouvernement sarde des titres qui pourront lui être rendus, conformément aux réserves du 2^e paragraphe, devra suivre, dans le plus bref délai, la réintégration aux archives de la Savoie et de Nice des titres et des documents relatifs aux pays cédés ».

L'attitude du délégué sarde aux conférences préparatoires ne laissait aucun doute sur les dispositions de son gouvernement, au sujet de la remise des archives qui devait nous être faite. « Mandataire difficileux, avec des formes exquises, d'une administration qui aurait voulu retenir, prendre et revendiquer, M. de Pollone a dû s'efforcer d'obtenir un traité qui réduisit à néant nos réclamations ou qui les rendit illusoires. » Sans doute, l'article adopté suffisait pour tout garantir et pour nous assurer (en droit) la remise complète des archives, surtout de celles qui avaient été transportées à Turin ; il fallait s'attendre néanmoins, lors de l'exécution, à des obstacles, à des résistances, à des contestations. « L'opération, écrivait Wey, sera délicate et difficile : elle demandera beaucoup de prudence et d'autorité. Si je n'avais insisté pour obtenir que la Sardaigne nous livrât tout ce qui doit nous appartenir avant de rien recevoir de ce qu'elle peut avoir à réclamer, elle aurait cherché de nombreux prétextes pour ne rien rendre. Grâce à la clause qui l'oblige à s'exécuter la première, elle se laissera arracher tout au moins une bonne partie des

documents qui appartiennent à la Savoie dans l'espoir de recouvrer ceux qui intéressent la famille royale de Sardaigne : mais comme très probablement elle ne fera pas droit à toutes nos légitimes revendications, elle risquera de nous fournir de justes motifs pour ne rien lui rendre. Mon plus vif désir c'est que l'événement démente cette présomption, car la Savoie possède bien moins de documents relatifs à la dynastie sarde que Turin n'en centralise d'intéressants pour les territoires annexés à l'Empire ». Le pronostic de Wey devait se réaliser à notre désavantage.

Le gouvernement français savait-il que quelques mois avant la cession de la Savoie à la France, au début de 1860, le gouvernement sarde avait fait apporter de Chambéry à Turin des quantités considérables de titres historiques : les titres féodaux, les registres domaniaux et les inventaires ecclésiastiques (1). Il l'ignorait sans doute, car dès lors il se fût montré vraiment trop facile et trop indifférent dans ses exigences.

Nous dûmes nous exécuter vis-à-vis du royaume de Sardaigne, mais nous ne reçûmes presque rien des papiers qu'il devait nous céder, si bien que toutes les précautions et mesures prises, pour nous en assurer la restitution, furent illusoires. Des réclamations

(1) Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790, t. I, Chambéry, 1887, in-4°. Introd. p. vi. — Ducis, *op. cit.*, p. 16. — De Saint-Genis, *Histoire de la Savoie*, vol. I, introd.

furent adressées à cet effet au gouvernement piémontais : les Conseils généraux des deux départements savoisiens insistèrent à leur tour, à chaque session, de la manière la plus formelle et la plus énergique pour la réintégration des archives de leur région. Ces demandes ne donnèrent aucun résultat, et Francis Wey avait le regret de constater en 1878, dans son rapport sur l'état des archives de la Haute Savoie « que les archives de ce pays étaient toujours à Turin », où elles sont encore aujourd'hui.

III. — Depuis 1860.

Quatre ans plus tard, l'Autriche et la Prusse se montrèrent plus exigeantes vis-à-vis du Danemark que nous ne l'avions été vis-à-vis de la Sardaigne. Indépendamment des titres de propriété, documents administratifs et de justice civile concernant les territoires cédés, qui se trouvaient dans les archives du Royaume de Danemark, les deux alliés se firent remettre « toutes les parties des archives de Copenhague qui avaient appartenu aux Duchés cédés et qui avaient été tirées de leurs archives » (1). C'était exactement la formule que nous aurions dû simplement employer vis-à-vis de la Sardaigne, en remplaçant « Copenhague »

(1) Traité de paix de Vienne du 30 octobre 1864, art. 20. Martens, t. XVII, p. 474-486.

par « Turin ». La Prusse et l'Autriche surent réussir là où nous avions échoué : il est vrai que les deux annexions n'avaient pas le même caractère.

A son tour, l'Italie devait, en 1866, se faire remettre par l'Autriche toutes les archives de la Vénétie à la possession desquelles elle pouvait prétendre. La remise des archives comportait, outre les titres de propriété, les documents administratifs et de justice civile « les documents politiques et historiques de l'ancienne République de Venise dans leur intégrité ». Le traité stipulait même la consignation à l'Italie des objets d'art et de science spécialement affectés au territoire cédé. Les gouvernements d'Italie et d'Autriche devaient se communiquer réciproquement « tous les documents et informations relatifs à des affaires concernant à la fois le territoire cédé et les pays contigus », et ils s'engageaient, enfin, à « laisser prendre copie authentique des documents historiques et politiques qui peuvent intéresser les territoires restés respectivement en possession de l'autre puissance contractante et qui, dans *l'intérêt de la science*, ne pourront être séparés des archives auxquelles ils appartiennent (1) ».

Cette nouvelle règle de l'obligation de respecter l'intégrité des fonds provinciaux, dans l'intérêt de la

(1) Traité de paix entre l'Autriche et l'Italie signé à Vienne le 3 octobre 1866, art. 18. Martens, t. XVIII, p. 405-413.

science, fut invoquée par la France lors des négociations du traité de Francfort, et nos plénipotentiaires réussirent à empêcher la réalisation des menaces de dispersion du fonds de Lorraine, conservé à Nancy, par lesquelles les Allemands avaient marqué leur prise de possession de cette ville en 1870 (1). L'article 3 du traité stipulait simplement l'obligation, pour le gouvernement français, de remettre au gouvernement allemand « les archives, documents et registres concernant l'administration civile, militaire et judiciaire des territoires cédés ». Si quelques-uns de ces titres avaient été déplacés, ils devaient être restitués par le gouvernement français sur la demande du gouvernement allemand. C'était l'application logique des principes admis en pareille matière : le traité supposait que des papiers administratifs avaient pu être déplacés au cours des hostilités, comme il arrive par suite du transfert d'un chef-lieu de département en une autre ville, il était juste qu'on les remit au gouvernement dont l'autorité allait s'exercer sur le territoire annexé, pour lui permettre de l'administrer avec méthode et suite.

Les papiers administratifs visés par ce texte n'étaient pas les seuls, on l'a vu plus haut, que nous

(1) Voir à ce sujet l'article de M. May cité plus haut, sur la saisie des archives de la Meurthe pendant la guerre de 1870-71.

dûmes céder à l'Allemagne : il ne faut pas donner à l'article 3 du traité un sens limitatif. Cette limitation s'applique uniquement à la livraison des papiers à remettre par les dépôts d'archives qui, comme celui de Nancy, ne sont pas devenus la propriété de l'annexant. Comme l'a exposé M. May, dans son étude, cet article a été inséré dans le traité de paix, pour mettre fin, dès le mois de mai 1871, aux appréhensions très justifiées qu'éprouvaient les Nancéiens de voir leur dépôt historique dispersé. Les Allemands, en pénétrant dans la capitale de la Lorraine, en septembre 1870, avaient fait inventorier et mettre de côté une quantité de documents historiques concernant l'Alsace et la Lorraine : les pièces étaient saisies et destinées, dans la pensée de l'occupant, à nous être enlevées : pour empêcher la soustraction de ces pièces et la dispersion du fonds qui aurait suivi, et pour calmer les inquiétudes que cette façon d'agir avait provoquées, il fut stipulé que la remise des archives de ce dépôt se bornerait aux papiers administratifs. C'est uniquement le dépôt de Nancy qui est visé par cet article. Les dépôts publics de Metz, de Strasbourg et de Colmar devenaient d'eux-mêmes la propriété de l'état annexant : c'était la conséquence de l'annexion : il n'y avait donc pas lieu de régler leur sort par disposition spéciale. Mais, par une réciprocité bien naturelle, nos plénipotentiaires, lors de la discussion de la convention additionnelle, firent admettre l'obligation pour

l'Allemagne d'extraire des deux dépôts de Metz et de Colmar les papiers administratifs concernant les territoires de la Moselle et du Haut-Rhin, qui étaient restés français. Nous devions recevoir les papiers administratifs de la plus grande partie de l'arrondissement de Belfort, comme nous avions cédé à l'Allemagne les papiers des archives de la Meurthe concernant les arrondissements annexés de Sarrebourg et de Château-Salins. Ce partage faisait l'objet de l'article 18, de la convention additionnelle de Francfort : « Les H. P. C. s'engagent à se restituer réciproquement tous les titres, plans, matrices cadastrales, registres et papiers des communes respectives, que la nouvelle frontière a détachées de leurs anciens centres administratifs, et qui se trouvent déposés dans les archives des chefs-lieux de département ou d'arrondissement dont elles dépendaient précédemment. Il en sera de même des actes et registres concernant les services publics de ces mêmes communes. Les H. P. C. se communiqueront réciproquement, sur la demande des autorités administratives supérieures, tous les documents et informations relatifs à des affaires concernant à la fois la France et les territoires cédés ».

L'exécution de ces dispositions relatives à la remise des papiers concernant les territoires cédés ne pouvait donner lieu à aucune difficulté. Mais, il y avait des archives administratives d'un caractère spécial, celles par exemple de l'Université,

qui, bien que faisant partie d'un établissement public, contenaient des papiers « personnels », dossiers de professeurs, d'étudiants, diplômes, dépourvus d'intérêt pour l'état annexant, tandis que leur possession pouvait être utile et même nécessaire pour l'état cédant. Le Gouvernement allemand se prêta volontiers à un arrangement à ce sujet. Une convention fut signée à Strasbourg, entre l'Allemagne et la France, le 26 avril 1872, pour régler le sort des archives de l'Académie de Strasbourg. Les délégués qui étaient du côté allemand, MM. de Sybel et M. de Moeller, président supérieur d'Alsace-Lorraine, et du côté français le D^r Stolz, ancien doyen de la Faculté de médecine de Strasbourg et l'inspecteur d'académie de Nancy, convinrent de ce qui suit :

1^o Les Archives de l'ancienne académie de Strasbourg et des facultés seront partagées à l'amiable entre l'Allemagne et la France, de façon à rendre à cette dernière celles qui ne seraient que d'un intérêt secondaire pour le gouverneur allemand ;

2^o Le plus tôt possible il sera dressé un inventaire en double expédition du contenu des archives. Cet inventaire comprendra tous les actes concernant l'instruction supérieure, secondaire et primaire. Un exemplaire de cet inventaire sera délivré à chacun des deux gouvernements allemands et français ;

3^o Aussitôt que cet inventaire sera terminé, les délégués des deux gouvernements procéderont à

l'amiable au partage des archives. On observera entre autres les règles suivantes :

Toutes les parties des archives, qui concernent les propriétés mobilières et immobilières de l'Académie et de ses institutions, resteront en possession du Gouvernement allemand ; il en sera de même de tout ce qui concerne la faculté de théologie protestante et l'instruction primaire.

Les parties qui concernent les facultés de droit, de médecine, des sciences et des lettres, de l'Ecole supérieure de pharmacie et l'instruction secondaire devront être examinées en commun, afin de déterminer celles qui pourront être rendues à la France.

Les dossiers personnels (individuels) seront partagés de telle façon que chaque Gouvernement obtienne ceux des fonctionnaires ou employés qui se seront prononcés pour sa nationalité.

4° Autant de fois que dans l'avenir un des deux Gouvernements aura besoin de consulter un document qui se trouvera en possession de l'autre, celui-ci prêterà ce document ou permettra d'en prendre copie (1). »

Cet inventaire fut confié du côté de l'Allemagne au Dr Enting, bibliothécaire principal préposé à la bibliothèque universitaire et provinciale, du côté français à M. Dubois, ancien secrétaire de la Faculté de médecine.

(1) Martens, vol. XX, p. 875.

cine de Strasbourg. Ils devaient, aux termes de la convention, commencer par examiner les dossiers désignés à l'article 3 du troisième alinéa.

La convention fut approuvée au nom de l'Empire par un avis officiel du 27 mai 1872 de M. Moeller, président supérieur d'Alsace-Lorraine, et, au nom du Gouvernement français, par dépêche de Jules Simon, ministre de l'Instruction Publique, du 3 juin 1872.

Ce fut le dernier acte des négociations postérieures au traité de Francfort, qui concernait les archives des pays annexés.

CONCLUSION

Cet exposé historique a permis de noter les mesures qui ont été successivement adoptées, au cours des derniers siècles, pour régler équitablement la question de la remise des archives des pays cédés à l'État annexant, et de dégager les principes admis en cette matière par le droit international moderne. Considérées de tout temps comme faisant partie du territoire qu'elles concernent, les Archives doivent le plus possible être maintenues dans les dépôts où elles sont conservées, dans les limites de ce territoire. — Les fonds historiques, notamment, ne doivent pas être dispersés, cette mesure étant contraire à l'intérêt de la science. — L'annexion fait changer les archives publiques de maître, mais n'a pas pour conséquence forcée leur déplacement. Et si l'on est obligé de procéder à leur transfert, ce ne doit être, à moins de rares exceptions, que pour les archives administra-

tives modernes dont la possession est nécessaire à l'Etat annexant.

Lorsqu'il y a lieu de procéder à un transfert d'archives, il est d'usage que des commissaires soient nommés par les deux parties pour faire le triage des documents qui doivent être livrés : on dresse un inventaire des papiers remis et cet inventaire est laissé à l'Etat démembré. — Enfin, il est généralement stipulé que les Etats contractants pourront se demander réciproquement des copies authentiques des documents en leur possession respective, susceptibles d'intéresser les droits du cédant et ceux du cessionnaire à l'occasion de l'administration du territoire annexé.

La simple application de ces principes suffit pour répondre à la question qu'il est permis de se poser à la fin de cette étude : en cas de retour de l'Alsace-Lorraine à la France, quelles sont les archives publiques dont le gouvernement français devra exiger la remise de la part du gouvernement allemand.

La réponse ne fait aucun doute : toutes les archives publiques conservées dans les dépôts de l'Alsace-Lorraine devraient, en ce cas, être laissées aux mains de l'Etat français.

Sans doute, les archives, que nous avons dû abandonner ou livrer après 1871, sont devenues biens du domaine public de l'Etat annexant. Mais est-ce à dire que ce dernier ait eu le droit d'en disposer libre-

ment, de les disperser à son gré ? Assurément, non. Par leur nature, les archives sont destinées à demeurer dans les territoires qu'elles concernent, soit qu'elles constituent les documents historiques d'une région, soit qu'elles forment l'ensemble des titres utiles à son administration. On sait que le gouvernement allemand, depuis l'annexion, a fait transporter à Stuttgart une partie des documents du fonds Montbéliard qui, lors de la répartition des archives de cette principauté, avaient été versés aux dépôts départementaux de Strasbourg et de Colmar. Ces archives devront être réclamées à l'Allemagne, comme elle-même sut jadis exiger du Danemark tous les papiers qui avaient été tirés des archives des Duchés pour être transportés à Copenhague, comme la Sardaigne aurait dû, elle aussi, nous céder les Archives de la Savoie qu'elle avait transportées à Turin, si nous avions su nous montrer plus exigeants.

Tout autre aurait pu être la situation des archives conservées dans les pays annexés, si l'Alsace-Lorraine n'était pas restée un gouvernement distinct administrativement des autres Etats de l'Empire, si, au lieu de posséder une indépendance même purement nominale, elle avait été réellement adjointe et réunie à un Etat comme la Prusse, avec lequel elle aurait confondu sa personnalité administrative. En ce cas, les fonds d'archives auraient pu être réunis à un dépôt central de l'Etat avec lequel ces provinces auraient été fusion-

nées. On perçoit toute la différence qui existe entre une annexion qui unit le territoire cédé à un domaine théorique, confédération ou état fédéral constitué par le groupement des divers Etats allemands, réunis sous le nom d'Empire d'Allemagne, et une annexion qui rattache simplement le territoire cédé à un Etat unitaire. Lorsque la France, par exemple, annexait la principauté de Montbéliard, ce nouveau territoire faisait partie du domaine national, sa personnalité ancienne disparaissait ; il se fondait dans l'unité nationale et les lois nationales étaient immédiatement applicables à ce coin du territoire. La situation des archives publiques de Montbéliard était celle des autres archives conservées dans les dépôts publics : En vertu de la loi de Messidor, les archives antérieures à la Révolution étaient bien du domaine public de l'Etat : ce dernier pouvait adjoindre à son dépôt central, à Paris, tout ce qui n'était pas utile à l'administration locale du territoire de l'ancienne principauté, ou faire transporter ces documents au dépôt du département auquel le territoire nouvellement annexé était rattaché. Ce partage des Archives était la conséquence naturelle de l'annexion de la principauté à un Etat unitaire, centralisé, dans lequel elle venait se fondre : il ne pouvait pas en être ainsi des archives de l'Alsace-Lorraine après 1871 ; ces provinces ayant gardé leur personnalité administrative, malgré le changement de souveraineté, devaient nécessairement garder leurs

Archives. Il n'est pas douteux, qu'en cas de leur réunion à la France, nous devons exiger la restitution des archives cédées en 1871 et de celles qui ont pu être dispersées de nos anciens dépôts.

Quant aux archives modernes, postérieures à l'annexion, il est indispensable, en vue de l'administration à venir de ces territoires, que l'Etat éventuellement cédant nous remette les papiers d'administration civile, judiciaire et militaire, analogues à ceux que l'Allemagne exigea de nous après 1870 pour les arrondissements de Sarrebourg et de Château-Salins, et qui furent séparés du fonds d'archives départementales de la Meurthe.

Il peut être utile de rappeler quels étaient les documents « administratifs » que nous dûmes céder à l'Allemagne pour ces deux arrondissements. L'Etat officiel suivant en fut dressé à la suite de la réquisition faite par l'autorité allemande le 14 février 1871.

« 1. Listes de tirage au sort depuis l'an XIII (1812, 13 et 14 sont mêlés). — 2. Affaires militaires, documents divers. — 3. Procès-verbaux d'élections des conseils municipaux, d'arrondissement et du conseil général. — 4. Chemins vicinaux, constructions, réparations, plans, procès-verbaux d'abonnement et tableaux de classement. — 5. Comptabilité des communes et des hospices. — 6. Location de biens communaux. — 7. Concession de terrains communaux. — 8. Echanges et acquisitions de terrains communaux.

— 9. Partages de biens communaux. — 10. Ventes de biens communaux. — 11. Administration communale, affaires terminées. — 12. Etablissements insalubres. — 13. Biens des fabriques. — 14. Dons et legs aux mêmes. — 15. *Idem* aux communes. — 16. *Idem* aux hospices. — 17. *Idem* aux établissements de bienfaisance. — 18. Etats des chemins. — 19. Permissions de voirie, alignements, construction et réparations. — 20. Communes, comptes de gestion, budgets. — 21. Hospices, bureaux de bienfaisance, comptes, budget, administration. — 22. Tables décennales. — 23. Ventes de terrains pour le canal de la Marne au Rhin. — 24. *Idem* pour le chemin de fer de Paris-Strasbourg. — 25. Rôles de contributions et pièces y relatives. — 26. Listes électorales. — 27. Listes du jury. — 28. Enfants trouvés (1). »

On voit que les Allemands n'oubiaient rien de ce qui pouvait concerner l'administration, et qu'ils faisaient remonter fort loin l'époque à laquelle un document était considéré comme « administratif ». Exiger les listes de tirage au sort de l'année 1805, c'était dépasser largement le délai de 50 ans que Napoléon avait cru pouvoir fixer pour faire passer un document du domaine administratif dans le domaine de l'histoire.

(1) Cité d'après M. G. May, article cité, p. 7.

Indépendamment de l'argument que l'on peut tirer de l'examen de cette liste, il serait indispensable, en cas de réunion de ces provinces à notre territoire, d'exiger la remise de tous les papiers administratifs existant depuis 1871. Cela ne veut pas dire que tous les documents modernes devront nous être livrés, mais seulement tous ceux qui concernent l'administration civile, militaire ou judiciaire de ces pays : il suffira de retourner au gouvernement allemand l'énumération ci-dessus pour justifier nos exigences.

Cette énumération, on peut le voir, ne contient pas les documents de politique générale ; les dossiers d'élections se bornent aux élections municipales et cantonales. Ce qui touche l'administration centrale : rapports de police générale, élections au Parlement, fêtes nationales, etc... ne doit pas être remis. Ce ne sont pas des documents indispensables pour l'administration proprement dite. Ils appartiennent plutôt au gouvernement central qui, par ces moyens (élections, fêtes, police), manifeste l'exercice de son autorité et ils constituent des dossiers politiques : ils restent entre les mains de l'Etat cédant. De même, si une institution temporaire, soit judiciaire, soit militaire, a été établie dans le territoire annexé et que le fonctionnement de cette institution soit indépendant de l'administration spéciale du territoire annexé, il n'y a pas obligation, pour l'Etat cédant, d'en remettre les archives. Si par exemple, le Tribunal suprême de l'Em-

pire allemand, au lieu d'être à Leipzig, siégeait à Strasbourg et que cette ville soit rendue à la France, nous ne pourrions pas exiger la remise des archives de ce Tribunal, dont la compétence s'étendrait au delà des limites de l'Alsace.

Le fait s'est rencontré déjà : après l'annexion de Brisach à la France, en 1639, Richelieu établit dans cette ville « la Régence française » de Brisach, qui, succédant à la régence autrichienne d'Ensisheim, constituait le tribunal provincial de l'Alsace. Cette régence resta à Brisach jusqu'à 1657. Lorsque nous dûmes rendre cette ville en 1697, les Archives de la Régence ne furent pas cédées au gouvernement impérial qui n'avait aucun droit sur ces papiers, puisqu'ils se référaient à une institution dont la compétence s'étendait au delà du territoire cédé, en l'espèce, la ville de Brisach, et qu'ils ne concernaient pas l'administration de ce territoire. Ils furent transportés aux Archives de la Cour d'Alsace, à Colmar où ils sont encore aujourd'hui (1). Par contre, lorsque, par le même traité, la France rendit à l'Empire la ville de Fribourg qu'elle avait annexée en 1679, elle y laissa tous les papiers de l'administration française. Leur maintien dans les archives de cette ville était jugé in-

(1) Inventaire des Archives dép. du Haut-Rhin, par Brièle, introduction, p. 1-15, 1 vol, in-4°, Colmar, 1863.

dispensable pour la continuité de l'exercice de l'administration municipale, malgré le changement de souveraineté qui se produisait.

Vu : le Président,
PILLET.

Vu : le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie,
LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

A. — Sources manuscrites.

Archives Nationales. Dossiers concernant le transfert des archives pontificales (1809-1816) F¹⁹ 323¹-324¹.

Archives Nationales. Dossiers concernant les archives du Rhin et d'Italie (1810-1816). AB^{vo} F¹⁷ 1205.

Archives du Ministère des affaires Etrangères. Correspondance, Vienne (1809), vol. 384-385).

Bibliothèque de l'arsenal. mss. 6707. (Correspondance de Fr. Wey, relative à la remise des Archives de la Savoie et de Nice à la France en 1860).

B. — Principaux ouvrages.

Béquet. — *Répertoire de droit administratif*, in-4°, 1882, Paris, vol. I, v° Archives.

Bianchi. — *Le materie politiche relative all'Esero degli Archivi di Stato piemontesi*, Turin, 1876, 1 vol. in-8°.

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, t. II, année 1840-41, p. 499 ; t. XXIV, année 1862-63, p. 350.

Boislisle (de). — *Correspondance des contrôleurs généraux*

- des finances avec les intendants des provinces*, 3 vol. in-4°, Paris, 1874-1883.
- Bordier (H.) — *Les Archives Nationales*, 1 vol. in-8°, Paris, 1865.
- Boutaric. — *Le Vandalisme révolutionnaire*. (*Revue des questions historiques*, octobre 1872, p. 365.)
Bulletin des Bibliothèques et des Archives, Paris, 1883, etc... in-8°.
- Calvo. — *Le droit international théorique et pratique*, in-8°, 4^e édit., Paris, 1888.
- Champollion-Figeac. — *Notice sur les Archives départementales*. *Bulletin de l'académie delphinale*, 4^e série, t. I, Grenoble, in-8°, 1887.
- Cramail. — *Notice sur les archives départementales et les cartulaires*, s. 2, vol. in-4°, 1867.
- Desjardins. — *Le service des archives départementales*, 1 vol. in-8°, Paris, 1890.
- Ducis (abbé). — *Les archives historiques de la Savoie*, broch. in-8°. 1870.
- Ducis (abbé). — *Inventaire des archives départementales de la Haute-Savoie*, 1 vol. in-4°, Annecy, 1892.
- Duvernoy. — *Les Archives départementales de Meurthe-et-Moselle*, Nancy, 1901, in-8° (Extrait de l'annuaire de Lorraine.)
- Gachard. — *Notice sur le dépôt des archives du royaume de Belgique*, 1 vol. in-8°, 1831, Bruxelles.
- Giraud. — *Le traité d'Utrecht*, in-8° Paris, 1847.
- Guelle. — *Précis des lois de la guerre*, 2 vol. in-8°, 1884.
- La Borde (de). — *Les archives de la France*, 1 vol. in-42, Paris, 1867.
- Langlois et Stein. — *Les Archives de la France*, 1 vol. in-8°, Paris, 1891.
- Lelong (E). — *Notice sur les « Archives » dans le Répertoire*

- Général alphabétique de Droit français*, 1883, t. V, et supplément, t. I, 1911.
- Marichal (P). — *Les Archives des départements lorrains...* (Le Bibliographe moderne, t. V, 1901, p. 264-271.)
- Maulde la Clavière (de). — *La diplomatie au temps de Machiavel*, Paris, 3 vol. in-8°.
- Maulde la Clavière (de). — Rapport au Ministre de l'Instruction publique sur les Archives de l'Etat à Turin (*Bulletin des Bibliothèques et des Archives*, année 1883, p. 211).
- May (G.). — *Le traité de Francfort*, 1 vol. in-8°, Paris, 1909.
— — *La saisie des Archives du département de la Meurthe pendant la guerre de 1870-1871*, broch., Paris, 1911, 16 p. in-8°.
- Muntz. — *Les annexions de collections d'art ou de bibliothèques et leur rôle dans les relations internationales :* (*Revue d'histoire diplomatique*, année 1894-1896.)
- Natalis de Vailly. — *La Bibliothèque impériale et les Archives de l'Empire*, 1 vol. in-8°, Paris, 1863.
- Pandectes français*, vol. V, in-4°, 1889, V° Annexion, vol. VI, in-4° 1890, v° Archives, vol. IX et X, v° Département.
- Pfannenschmid. — *Das Archiwesen in Elsass-Lothringen*, etc., 1 vol. in-8°, Colmar, 1875.
- Piot. — *Rapport sur les œuvres d'art enlevées de Belgique pendant la Révolution*, 1 vol. in-8°, Bruxelles, 1882.
- Prudhomme. — *Les Archives de l'Isère*, 1 vol. in-8°, Grenoble, 1899. — *Inventaire des Archives de l'Isère. Archives civiles*, série B, t. III, in-4°, Grenoble, 1899.
- Ravaison. — *Rapport adressé au ministre d'Etat sur la Bibliothèque impériale et les Archives de l'Empire*, in-8°, Paris, 1862.
- Rocquain. — *Etudes sur l'ancienne France*, 1 vol. in-12, Paris, 1875.
- Rouard de Card. — *La guerre continentale et la propriété*, 1 vol. in-8°, 1877.

- Saunier. — *Les conquêtes artistiques de la Révolution et de l'Empire*, 1 vol. in-8°, Paris, 1902.
- Schlitter. — *Die Zurückstellung der von Franzosen im Jahre 1809 aus Wien entführten archive..* (Wittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung, t. XXII, p. 108-122, Vienne, 1901.)
- Selosse. — *Traité de l'annexion au territoire français* 1 vol. in-8°, Paris, 1882.
- Soncevo. — *De la protection des œuvres d'art en temps de guerre* (Les arts, août 1904).
- Vast (H.). — *Les grands traités du règne de Louis XIV*, 3 vol. in-8°, Paris, 1900-1902.
- Villefort. — *Recueil des traités, conventions, lois, décrets... relatifs à la paix avec l'Allemagne*, Paris, 1872-79, 5 vol. in-8°.
-

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
Chap. I. — Définition des Archives publiques. . .	3
Chap. II. — Fondement de l'obligation de remettre les Archives publiques du territoire an- nexé.	12
Chap. III. — Les Archives et les Annexions de terri- toires sous l'ancien Régime	22
I. — Avant Louis XIV	22
II. — De Louis XIV à la Révolution .	33
Chap. IV. — Les Annexions et les démembrements sous la Révolution et le Premier Em- pire et le sort des Archives des pays acquis ou cédés	53
Chap. V. — Les Annexions et la remise des Archives de 1815 à 1871	72
I. — Avant 1860.	72
II. — La remise des Archives de la Sa- voie et de Nice (1860).	77
III. — Depuis 1860	97
CONCLUSION.	105
BIBLIOGRAPHIE.	115

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE
